

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française.....	2.000	4.000	1.100	2.100	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 - Tél 21-37-18 21-61-08 - Fax(228) 21-61-07 LOME
Etranger	2.300	4.500	1.250	2.450	
Prix du Numéro par porteur ou par Poste :					
Togo, France et autres pays d'expression française					150 frs
Etranger : Port en sus					
Les numéros spéciaux					200 frs
Les abonnements et annonces sont payables d'avance					
La ligne					80 frs
Minimum					250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :					
Minimum					250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 21-27-01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

PRESIDENCE

1994

- 12 oct.- Décret n°94-70/PR portant attribution et organisation du Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, chargé de la Sécurité..... 2
- 12 oct.- Décret n°94-71/PR portant convocation du Corps Electoral en vue des Elections Législatives Partielles dans les premières Circonscriptions Electorales de l'Oti et de Wawa et dans la deuxième Circonscription Electorale de Haho..... 3
- 12 oct.- Décret n°94-72/PR rapportant certaines dispositions du Décret n°94-62/PR du 21 /9/94 portant nomination des Préfets..... 3
- 12 oct.- Décret n°94-73/PR portant nomination du Directeur de l'Enseignement du Premier Degré..... 4
- 12 oct.- Décret n°94-74/PR portant nomination du Directeur Général des Mines de la Géologie et du Bureau National de la recherche Minière..... 4
- 15 oct.- Décret n°94-75/PR portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono..... 4

- 15 oct.- Décret n°94-76/PR portant attributions et Organisation du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation..... 4
- 19 oct.- Décret n°94-77/PR portant nomination d'un Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Togolaise auprès des Etats-Unis d'Amérique..... 6
- 19 oct.- Décret n°94-78/PR portant nomination..... 6
- 19 oct.- Décret n°94-79/PR relatif à l'ouverture et la fermeture de la campagne d'achat du Cacao et aux conditions d'intervention de l'Office des Produits Agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte principale 1994-95..... 7
- 19 oct.- Décret n°94-80/PR portant nomination..... 8
- 19 oct.- Décret n°94-81/PR portant nomination..... 8
- 23 oct.- Décret n°94-82/PR portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono..... 9
- 18 nov.- Décret n°94-84/PR relatif à l'ouverture et la fermeture de la campagne d'achat du Café et aux conditions d'intervention de l'Office des Produits Agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1994-95..... 9
- 18 nov.- Décret n°94-85/PR rapportant le Décret n°94-71/PR du 12 Octobre 1994..... 10
- 21 déc.- Décret n°94-87 autorisant le Ministre de l'Economie et des Finances à émettre des titres du Trésor en représentation de concours consolidés..... 10
- 28 déc.- Décret n°94-88/PR instituant un système de vérification des importations en République Togolaise..... 11
- 31 déc.- Décret n°94-89/PR portant nomination à Titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono..... 12

PRIMATURE**1994**

23 nov.-Décret n°94-108/PMRT autorisant l'installation et l'utilisation des Postes Electriques Emetteurs Récepteurs.....	12
23 nov.-Décret n°94-109/PMRT autorisant l'installation et l'utilisation des Postes Radio-Electriques Emetteurs Récepteurs.....	12
23 nov.-Décret n°94-110/PMRT autorisant l'installation et l'utilisation des Postes Radio-Electriques Emetteurs Récepteurs.....	12
15 déc.-Décret n°94-115/PMRT portant rectificatif au décret N°92-204/PMRT du 27 Août 1992.....	13
23 déc.-Décret n°94-117/PMRT portant code Déontologique des Architectes.....	13
23 déc.-Décret n°94-118/PMRT portant création, attributions et organisation du secrétariat Technique du Comité de Coordination (STCC) et du Comité d'Etude de la Reforme Urbaine (CERU).....	21
30 déc.-Décret n°94-121/PMRT portant nomination d'un notaire...	23
30 déc.-Décret n°94-122/PMRT portant nomination d'un notaire...	23

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE****LOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS****DECRETS****PRESIDENCE**

DECRET N° 94-070/PR du 12 octobre 1994
Portant attribution et organisation du Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, chargé de la Sécurité.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation,

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992,

Vu le décret n°82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels,

Vu le décret n°94-035/PR du 25 mai 1994 portant composition du gouvernement,
 Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article premier.- Le Secrétariat d'Etat chargé de la Sécurité a pour mission d'assurer la sécurité intérieure et extérieure de la République Togolaise.

A ce titre, il concourt avec ses services actifs à :

- La prévention et la lutte contre le terrorisme et toutes formes d'agressions conformément à la législation nationale et aux textes internationaux ratifiés par le Togo.
- La sécurité publique à travers le maintien de l'ordre.
- La protection des personnalités nationales et étrangères.
- Le contrôle et la gestion de l'immigration conformément aux lois et règlements nationaux.
- La lutte contre la délinquance dans tous ses aspects.
- L'organisation de l'assistance publique en cas de calamités et sinistres de tous ordres.
- La coopération avec les autorités chargées de la sécurité intérieure des Etats membres de la CEDEAO.

Art. 2.- Le Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, chargé de la Sécurité comprend :

- Le Cabinet
- Les Services Techniques du Secrétariat d'Etat
- Le Bureau de coordination et de liaison
- Les Services généraux rattachés au Secrétariat d'Etat.

Art. 3.- Le Secrétaire d'Etat agit par délégation du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation.

Il est responsable des missions dévolues au Secrétariat d'Etat chargé de la sécurité prévues à l'article 1er du présent décret.

Art. 4.- Le Cabinet se compose des collaborateurs directs du Secrétaire d'Etat que sont :

- Le Chef de Cabinet
- Les Attachés
- Les Conseillers Techniques.

Art. 5.- Le Chef de Cabinet est sous l'autorité directe du Secrétaire d'Etat de qui il reçoit instructions et veille à leur exécution.

Il supervise les activités des services du Secrétariat d'Etat et procède à la répartition des tâches collectives et individuelles aux fonctionnaires relevant de sa direction.

Il anime le Bureau de Coordination et des Liaisons.

Il centralise les analyses et synthèses à soumettre à la décision du Secrétaire d'Etat.

Art. 6.- Les Conseillers Techniques sont chargés de liaisons et de missions auprès des divers Ministères.

Ils donnent avis sur les questions relevant de leur compétence.

Art. 7.- Les services techniques comprennent

- Le Secrétariat
- La Division de gestion et équipement
- La Division de la documentation et archives
- La Division des relations avec l'extérieur.

Art. 8.- L'organisation et le fonctionnement des services techniques fixés

par arrêté du Secrétaire d'Etat.

Art. 9.- Le rôle et la mission du Bureau de coordination et de liaisons sont définis par le Secrétaire d'Etat.

Art. 10.- L'organisation et le fonctionnement de ce Bureau sont fixés par Arrêté.

Art. 11.- Les services généraux rattachés au Secrétariat d'Etat chargé de la Sécurité sont constitués des services actifs concourant à l'administration de la Sécurité.

Art. 12 : - Les services actifs comprennent :

- La Direction Générale de la Police Nationale
- Le Corps des Gardiens de Préfecture
- Le Corps des Sapeurs Pompiers
- Le Laboratoire Nationale de la Police Scientifique.

Art. 13 : - Le Directeur Général de la Police Nationale, le Chef de Corps des Gardiens de Préfecture, le Chef des Sapeurs Pompiers et le Directeur du Laboratoire National de la Police Scientifiques sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres.

Art. 14 : - Les Conseillers Techniques, les Attachés et les principaux responsables des bureaux sont nommés par arrêté du Secrétariat d'Etat.

Art. 15 : - D'autres services peuvent être créés en tant que de besoin.

Art. 16 : - Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et le Secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 12 Octobre 1994
Général GNASSINGBE EYADEMA

Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation
Kodjo SAGBO

DECRET N°94-071/PR du 12 Octobre 1994
portant convocation du Corps Electoral en vue des Elections
Législatives Partielles dans les premières Circonscriptions Electorales de l'Oti et de Wawa et dans la deuxième Circonscription Electorale de Haho.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur rapport du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation ;

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992 ;

Vu la loi N° 92-03 du 08 Juillet 1992 portant Code Electoral, notamment en ses articles 45 et 141 ;

Vu l'ordonnance N°93-02 du 16 Avril 1993 modifiant et complétant certaines dispositions du Code Electoral ;

Vu l'ordonnance N°93-03 du 12 Mai 1993 modifiant et complétant les dispositions de l'article 71 de la loi 92-02 du 08 Juillet 1992 portant Code Electoral ;

Vu le décret N°93-070 du 02 Juin 1993 portant création des Circonscriptions Electorales ;

Vu le décret N°93-91/PR du 08 Septembre 1993 rectifiant la Circonscription Electorale dans les préfectures de Haho et de Tone ;

Vu l'accord de Ouagadougou en date du 11 Juillet 1993 ;

Vu l'arrêt N°16 du 25 Mars 1994 de la Cour Suprême portant annulation du scrutin du 06 Février 1994 dans la première Circonscription Electorale de l'Oti ;

Vu l'arrêt N°17 du 1er Avril 1994 de la Cour Suprême portant annulation du scrutin du 20 Février 1994 dans la deuxième Circonscription Electorale de Haho et dans la première Circonscription Electorale de Wawa ;

Vu le décret N° 94-014/PR du 06 Avril 1994 portant organisation d'élections législatives partielles et convoquant le Corps Electoral dans trois Circonscriptions Electorales ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier : Le Corps Electoral est convoqué le Dimanche 27 Novembre 1994 en vue des élections législatives partielles dans la première Circonscription Electorale de l'Oti, la première Circonscription Electorale de Wawa et la deuxième Circonscription Electorale de Haho.

Au cas où aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, un second tour aura lieu le Dimanche 11 Décembre 1994.

Sur les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour se présenteront au second tour.

Art. 2 : - Les bureaux de vote s'ouvriront à 7 heures et fermeront à 18 heures dans les trois Circonscriptions Electorales.

Art. 3 : - Le décret N°94-014/PR du 06 Avril 1994 portant organisation d'élections législatives partielles et convoquant le Corps Electoral dans les trois Circonscriptions Electorales précitées est abrogé.

Art. 4 : - Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 12 Octobre 1994
Général Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation
Kodjo SAGBO

DECRET N°94-072/PR du 12 Octobre 1994 rapportant certaines dispositions du décret N°94-062/PR du 21 Septembre 1994 portant nomination des Préfets.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation,

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992 notamment en son article 69 ;

Vu la loi N°81-08 du 14 Juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu le décret N°81-126 du 06 Juillet 1981 portant modalité d'application de la loi organique portant organisation territoriale ;

Vu le décret n°94-062/PR du 21 Septembre 1994 portant nomination des Préfets.

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier : est et demeure rapporté le décret N°94-062/PR du 21 Septembre 1994 portant nomination de Préfets en ce qui concerne M. ASSIGBLE Yao Agbénoxévi, Préfet de Vo.

Art. 2 : - M. AMEVO Lucas, Conseiller Sportif au Ministère de la Jeunesse et des Sports est nommé Préfet de Vo.

Art. 3 : - Le traitement de l'intéressé sera supporté par le budget général, chapitre 14 article 5.

Art. 4 : - Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature ;

Art. 5 : - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 12 Octobre 1994
Général GNASSINGBE EYADEMA

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation
Kodjo SAGBO

DECRET N°94-073/PR du 12 Octobre 1994
portant nomination du Directeur de l'Enseignement du Premier Degré.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992 ;

Vu l'ordonnance N°001 du 04 Janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République Togolaise ;

Vu le décret N°69-113 du 28 Mai 1969 portant modalités communes d'application du statut général de la Fonction Publique ;

Vu le décret N°82-137 du 11 Mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret N°92-195/PMRT portant réorganisation du ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique ;

Sur proposition du Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique ;

Le Conseil des Ministres entendu :

DECRETE :

Article premier : M. APEDOH Kossi Edzodziam, N° Mie 015015-H ; Inspecteur de l'Education Nationale précédemment en service à l'Inspection de l'Enseignement du Premier Degré de Yoto est nommé Directeur de l'Enseignement du Premier Degré en remplacement de M. AMOUZOUKAN Kokou Amehanyo admis à la retraite.

Art. 2 : - Le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 12 Octobre 1994

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
Général GNASSINGBE EYADEMA

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique
Pr. Komlanvi F. SEDDOH

DECRET N°94-74/PR du 12 Octobre 1994
portant nomination du Directeur Général des Mines, de la Géologie et du Bureau National de la Recherche Minière.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République Togolaise du 14 Octobre 1992 notamment en son article 69 ;

Vu le décret N°82-137/PR du 11 Mai 1982 fixant les principes généraux

d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret N°94-035/PR du 25 Mai 1994 portant composition du gouvernement ;

Sur proposition du Ministre des Mines, de l'Energie des Ressources Hydrauliques ;

Le Conseil des Ministres entendu :

DECRETE :

Article premier : M. AREGBA Ankoum Prosper, Ingénieur Géologue de première classe, 3^e échelon est nommé Directeur Général des Mines, de la Géologie et du Bureau National de Recherches Minières en remplacement de M. NZONOU B. PERE, admis à la retraite.

Art. 2 : - Le présent décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 12 Octobre 1994
Général GNASSINGBE EYADEMA

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre des Mines de l'Energie et des Ressources Hydrauliques
Anato AGBOZOUHOU

DECRET N°94-075/PR du 15 Octobre 1994
portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République Togolaise du 14 Octobre 1992 ;

Vu la loi N°61-35 du 2 Septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret N°62-62 du 20 Avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 Septembre 1961 susvisée ;

DECRETE :

Article premier : - A l'occasion de sa visite au Togo, M. Dominique ANDRE Directeur de Société - est fait Commandeur de l'Ordre du Mono.

Art. 2 : - Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 15 Octobre 1994
Général GNASSINGBE EYADEMA

DECRET N° 94-76/PR du 15 Octobre 1994
portant attributions et organisation du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation ;

Vu la constitution du 14 Octobre 1992 notamment en son article 69 ;

Vu le décret N°82-137 du 11 Mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret 94-035/PR du 25 Mai 1994 portant composition du Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu :

DECRETE :

Article premier : - Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation est chargé de l'administration générale du territoire ainsi que de la mise en oeuvre de la politique de décentralisation définie par le Gouvernement.

Il veille notamment :

- à l'application des lois et règlements,
- au maintien de l'ordre public,
- à la mise en oeuvre de la politique intérieure du Gouvernement.
- à la réglementation des questions relatives à l'Etat, Civil, aux Affaires Politiques et Electorales, à la Chefferie traditionnelle, aux cultes, aux associations et à la Police Générale.

Art. 2 : - Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation a sous son autorité les Préfets, les sous-Préfets et les Maires lorsque ces derniers agissent en tant que représentant du pouvoir central. Il exerce le pouvoir de tutelle administrative sur les collectivités locales.

Art. 3 : - Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation comprend :

- Le Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation chargé de la Sécurité.

- Le Cabinet du Ministre.
- Le Secrétariat Général.
- Les Directions Générales.
- Les Directions
- Les Services Techniques
- L'Inspection des Affaires Administratives.

Art. 4 : - L'organisation et le fonctionnement du Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation chargé de la Sécurité sont fixés par décret pris en conseil des Ministres.

Art. 5 : - Le Cabinet du Ministre comprend :

- Le Directeur de Cabinet,
- Les Attachés de Cabinet,
- Les Conseillers Techniques,
- Les Chargés de Missions,
- L'Inspecteur des Affaires Administrative.

Art. 6 : - Le Directeur de Cabinet est nommé par décret sur proposition du Ministre.

- Les Attachés de Cabinet, ainsi que les Conseillers et les Chargés de Missions sont nommés par arrêté du Ministre.

Art. 7 : - Une décision du Ministre répartit les tâches et les missions entre les membres du Cabinet.

Art. 8 : - Le Directeur de Cabinet veille à l'exécution des directives du Ministre. Il peut recevoir du Ministre, délégation de signature par arrêté pour les actes relevant des attributions du département.

Art. 9 : - Les Attachés de Cabinet secondent le Directeur de Cabinet dans ses fonctions.

Art. 10 : - Les Conseillers Techniques et chargés de missions apportent leur avis et propositions sur les affaires qui leur sont confiées en raison de leur compétence. Ils sont habilités à transmettre les directives du Ministre aux responsables des services centraux et à veiller à leur bonne exécution. Le Ministre peut leur confier l'étude et le suivi de certains dossiers impliquant d'autres départements ministériels.

Art. 11 : - Le Secrétariat Général est placé sous l'autorité du Secrétaire Général. Le Secrétaire Général sous la supervision du directeur de Cabinet, coordonne les activités de la Direction Générale des Affaires Politiques et Administratives, la Direction Générale de la Décentralisation et des Collectivités Locales, et la Direction des affaires communales.

Art. 12 : - La Direction Générale des Affaires Politiques et Administratives a pour attributions :

- La réglementation et l'organisation des services de l'Etat Civil,
- Les questions électorales,
- Les questions de la détention des armes et des munitions,
- Les questions relatives aux Partis Politiques et Associations,
- Les questions relatives à la chefferie traditionnelle,
- La réglementation relative aux libertés publiques
- La Sécurité Civile.

Art. 13 : - La Direction Générale des Affaires Politiques et Administratives comprend :

- La Direction de l'état civil,
- La Direction des Affaires Electorales,
- La Direction des Affaires Politiques et de la Sécurité Civile,
- La Direction de la Documentation et du Dépôt légal.

Art. 14 : - La Direction Générale de la Décentralisation et des Collectivités Locales a pour attributions :

- L'élaboration des textes relatifs aux collectivités locales,
- La coordination et le suivi du programme de décentralisation,
- La promotion de la coopération décentralisée,
- L'élaboration des textes et du contrôle de la légalité des actes administratifs des services centraux et des collectivités locales.

Art. 15 : - La Direction Générale de la Décentralisation et des collectivités locales comprend :

- La Direction de la Décentralisation,
- La Direction des Collectivités Locales.

Art. 16 : - La Direction des Affaires Communes a pour attributions :

- La Planification et la Synthèse, après étude avec les services concernés, des projets de budget de fonctionnement en vue de leur présentation à la Direction du budget.

- Le suivi de la procédure de planification et en liaison avec les autres directions du Ministère, la synthèse des projets d'investissements (budget d'investissement et d'équipement).

- La gestion administrative et financière du personnel, ainsi que la gestion des crédits de matériel et d'équipement alloués au département.

- La gestion des moyens matériels du département et l'entretien des locaux et équipements.

- L'approvisionnement et la gestion des stocks de fournitures nécessaires au fonctionnement des services du département.

- Le suivi de la gestion des structures et des effectifs du département.

- La définition d'une politique de formation et de carrière du personnel.

- La recherche des sources de financements, en rapport avec les autres services techniques compétents.

Art. 17 : - La Direction des Affaires Communes comprend :

- Une Division des projets,
- Une Division des budgets et de la comptabilité,
- Une Division du personnel et de la formation,
- Une Division du matériel.

Art. 18 : - L'organisation et les attributions du Secrétariat Général, des Directions Générales, des Directions et de l'Inspection des Affaires Administratives feront l'objet d'un décret pris en Conseil des Ministres.

Art. 19 : - Le Secrétaire Général, les Directeurs Généraux et les Directeurs des Administrations Centrales, sur proposition du Ministre, sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres.

Les Chefs de Division, de Section et de Bureau sont nommés par arrêté du Ministre.

Art. 20 :- Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires aux dispositions du présent décret notamment celles du décret N°92-069/PMRT du 11 Mars 1992, portant attributions et organisation du Ministère de l'Administration Territoriale, et de la Sécurité.

Art. 21 :- Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 15 Octobre 1994

Général GNASSINGBE EYADEMA

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation
Kodjo SAGBO

Art. 2 :- Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 19 Octobre 1994

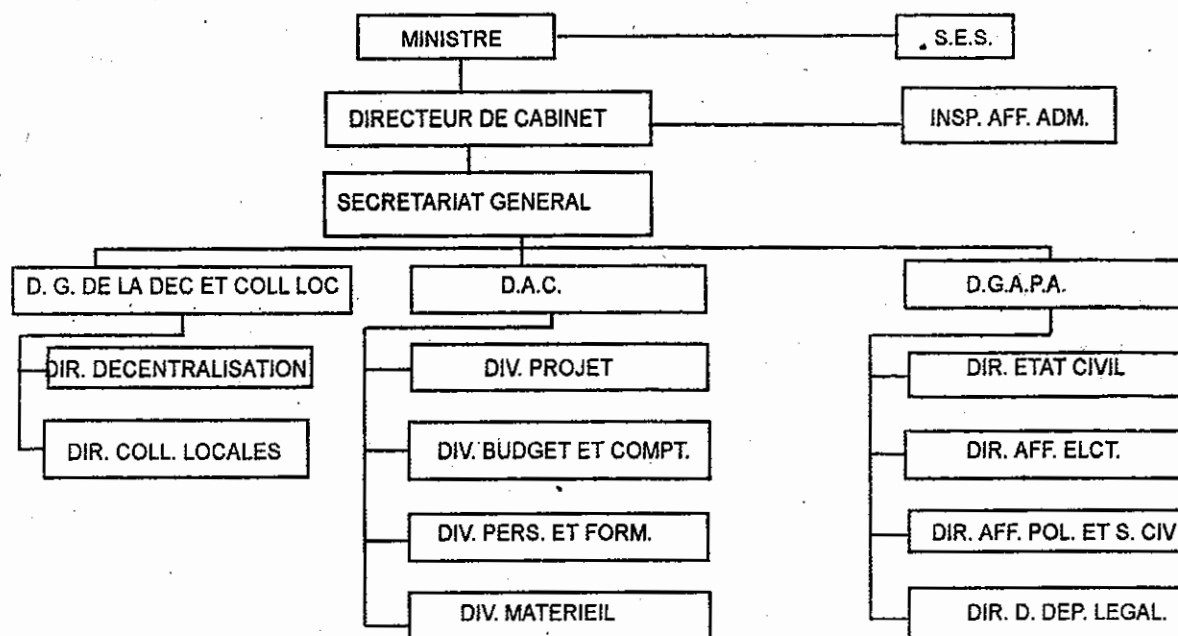
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
Général GNASSINGBE EYADEMA

Le Premier Ministre
Edem KODJO

DECRET N° 94-078/PR du 19 Octobre 1994
portant nomination

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992 ;



DECRET N°94-077/PR du 19 Octobre 1994
portant nomination d'un ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de
la République Togolaise auprès des Etats-Unis d'Amérique.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992, notamment en ses articles 70 et 71 ;

Sur la proposition du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération ;

Le Conseil des Ministres entendu :

DECRETE :

Article premier :- M. Kossivi OSSEYI, précédemment Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Togolaise auprès du Canada, est nommé Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Togolaise auprès des Etats-Unis d'Amérique.

Vu l'ordonnance N°001 du 04 Janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République Togolaise ;

Vu le décret N°69-113 du 28 Mai 1969 portant modalités communes d'application du statut général de la Fonction Publique ;

Vu le décret N°67-22 du 26 Janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des divers catégories de personnel ;

Vu le décret N°86-109 du 05 Juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu le décret N°86-119 du 03 Juillet 1986 portant organisation et attributions de la Direction du Garage Central Administratif et des Permis de Conduire ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et des Finances ;

Le Conseil des Ministres entendu :

DECRETE :

Article premier :- M. BAOUNA Essowè, Lieutenant des FAT, est nommé

Directeur du Garage Central Administratif.

Art. 2 : - Le Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'application du présent décret qui prend effet pour compter de la date sa signature et sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 19 Octobre 1994

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
Général GNASSINGBE EYADEMA

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre de l'Economie et des Finances
E. K. DADZIE

DECRETE N° 94-079/PR du 19 Octobre 1994
relatif à l'ouverture et à la fermeture de la campagne d'achat du cacao et
aux conditions d'investissement de l'Office des Produits Agricoles du Togo
(OPAT) pour la récolte principale 1994/95.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du Ministre du Commerce des Prix et des Transports
et du Ministre du Développement Rural de l'Environnement et du Tourisme ;

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992 ;

Vu la loi N°84-9 du 22 Juin 1984 portant création de l'Office des Produits
Agricole du Togo (OPAT) ;

Vu la loi N°90-26 du 04 Décembre 1990 portant réforme du cadre institution-
nel et juridique des entreprises publiques ;

Vu le décret N°80-184/PR du 26 Juin 1980 portant organisation du ministère
du Commerce et des Transports ;

Vu le décret N°91-90/PR du 03 Avril 1991 portant organisation du ministère
du Développement Rural, de l'Environnement et du Tourisme ;

Vu le décret N°94-035/PR du 25 Mai 1994 portant composition du gouverne-
ment de la République Togolaise ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier : - La date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao de la
récolte principale 1994/95 est fixée au 17 Octobre 1994.

Art. 2 : - Les prix d'achat au producteur du cacao en fèves conforme aux
normes du conditionnement, sont fixés comme suit pour les différentes qua-
lités, en tous points de collecte :

- Cacao supérieur et courant : 550 Francs le kilogramme
- Cacao limite grade I : 175 Francs le kilogramme
- Cacao limite grade II : 150 Francs le kilogramme.

Art. 3 : - Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints,
les valeurs à facturer à l'Office des Produits Agricoles du Togo (OPAT) sont
fixés 603.387 Francs CFA la tonne pour le cacao de la qualité supérieure et
courante, à 217.718 Francs CFA la tonne pour le cacao de la qualité limite
grade I, et à 192.007 Francs CFA la tonne pour le cacao limite grade II.

Art. 4 : - La date de fermeture de cette campagne est fixée au 30 Juin 1995.

Art. 5 : - Les montants des frais de transports supplémentaires que l'OPAT
remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

- Région de Lomé : 3.600 Francs la tonne
- Région d'Akposso Nord : 2.760 Francs la tonne
- Région d'Akposso Plateaux : 2.760 Francs la tonne
- Région de Pagala : 2.760 Francs la tonne
- Région de Dayes : 2.760 Francs la tonne
- Région d'Akébou : 2.760 Francs la tonne

Art. 6 : - Le Ministre du Commerce des Prix et des Transports et le Ministre
du Développement Rural, de l'Environnement et du Tourisme sont chargés
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié
au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 19 Octobre 1994

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
Général GNASSINGBE EYADEMA

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre du Commerce des Prix et des Transports
Michèle Dédévi EKUE

Le Ministre du Développement Rural, de l'Environnement
et du Tourisme
Y. DO FELLI

CAMPAGNE D'ACHAT DU CACAO BAREME CACAO RP 1994/1995

		F CFA LA TONNE
PRIX AUX PRODUCTEURS		550.000
1 - Commission collecteurs (AP/GAV)	4.500	
2 - Manutention loyer magasin (AP/GAV)	2.500	
3 - Transport au centre de collecte	4.000	
	11.000	
VALEUR NU-BASCULE DE COLLECTE		561.000
4 - Manutention loyer magasin acheteur agréé	1.875	
5 - Transport Kpalimé, Atakpamé, Lomé	6.250	
	8.125	
VALEUR NU-BASCULE LOME (VNB)		569.125
6 - Déchets 0,50% VNB	2.846	
7 - Frais généraux fixes	3.000	
	5.846	
VALEUR LOCO-MAGASIN LOME (VLM)		574.971
8 - Financement 14% 2 mois VLM	13.416	
9 - Impôts et taxes 2% VLM	PM	
10 - Charges sociales 0,68% VLM	PM	
11 - Commission acheteur agréé	15.000	
	28.416	

VALEUR A FACTURER A L'OPAT **603.387**

Tièrce détention à la charge de l'OPAT

N.B. : 1 - Les sacs consignés non retournés sont facturés à 500 Francs la
pièce.

2 - Les postes impôts et taxes et charges sociales seront remboursés sur
présentation des pièces justificatives de leur paiement.

CAMPAGNE D'ACHAT DU CACAO BAREME CACAO LIMITE GRADE I (RP 1994/95)

	F CFA LA TONNE
PRIX AUX PRODUCTEURS	175.000

1 - Commission collecteurs de Produits (AP/GAV)	4.500	
2 - Manutention Loyer Magasin (AP/GAV)	2.500	
3 - Transport au Centre de Collecte	4.000	
	<u>11.000</u>	
VALEUR NU-BASCULE CENTRE DE COLLECTE		186.000
4 - Manutention Loyer Magasin Acheteur Agréé	1.875	
5 - Transport Lomé	6.250	
	<u>8.125</u>	
VALEUR NU-BASCULE LOME (VNB)		194.125
6 - Frais Généraux Fixes Acheteurs Agréés	3.000	
7 - Déchets 0,50% VNB	971	
	<u>3.971</u>	
VALEUR LOCO-MAGASIN LOME (VLM)		198.096
8 - Financement 14% 2 mois VLM	4.622	
9 - Impôts et Taxes 2% VLM	PM	
10 - Charges Sociales 0,88% VLM	PM	
11 - Commission Acheteur Agréé	15.000	
	<u>19.622</u>	
VALEUR A FACTURER A L'OPAT		217.718
Tièrce détention à la charge de l'OPAT.		
N.B. : 1 - Les Sacs consignés non retournés sont facturés à 500 Francs la pièce.		
2 - Les poste et taxes et charges sociales seront remboursés sur présentation des pièces justificatives de leur paiement.		
CAMPAGNE D'ACHAT DU CACAO		
BAREME CACAO LIMITE GRADE II (RP 1994/95)		
F CFA LA TONNE		
PRIX AUX PRODUCTEURS		150.000
1 - Commission Collecteurs de produits (AP/GAV)	4.500	
2 - Manutention Loyer Magasin (AP/GAV)	2.500	
3 - Transports au Centre de Collecte	4.000	
	<u>11.000</u>	
VALEUR NU-BASCULE CENTRE DE COLLECTE		161.000
4 - Manutention Loyer Magasin Acheteur Agréé	1.875	
5 - Transport Lomé	6.250	
	<u>8.125</u>	
VALEUR NU-BACULE LOME (VNB)		169.125
6 - Frais Généraux fixes acheteurs agréés	3.000	
7 - Déchets 0,50 % VNB	846	
	<u>3.846</u>	
VALEUR LOCO-MAGASIN LOME		172.971
8 - Financement 14 % 2 mois VLM	4.036	
9 - Impôts et Taxes 2 % VLM	PM	
10 - Charges Sociales 0,68 % VLM	PM	
11 - Commission Acheteur Agréé	15.000	
	<u>19.036</u>	
VALEUR A FACTURER A L'OPAT		192.007
Tièrce détention à la charge de l'OPAT.		
N.B. : 1 - Les sacs consignés non retournés sont facturés à 500 Francs la pièce.		

2 - Les postes Impôts et Taxes et Charges Sociales seront remboursés sur présentation des pièces justificatives de leur paiement.

DECRET N°94-080/PR du 19 Octobre 1994
portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de la population et de la Solidarité Nationale,

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992, notamment en son article 70,

Vu le décret N° 94-035/PR du 25 Mai 1994 portant composition du Gouvernement,

Vu le décret N°82-137 du 11 Mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels,

Le Conseil des Ministres entendu :

DECRETE :

Article premier : - Dr. BATCHASSI Essosolem, Médecin en chef, 3è échelon, est nommé Directeur Général de la Santé.

Art. 2 : - Le Ministre de la Santé, de la Population et de la Solidarité Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 19 Octobre 1994

Général GNASSINGBE EYADEMA

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre de la Santé, de la Population et de la Solidarité Nationale
Pr. Afatsao AMEDOME

DECRET N°94-081/PR du 19 Octobre 1994
portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de la Population et de la Solidarité Nationale,

Vu la constitution du 14 Octobre 1992, notamment en son article 70,

Vu le décret 94-035/PR du 25 Mai 1994 portant composition du Gouvernement,

Vu le décret N°82-137 du 11 Mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels,

Le Conseil des Ministres entendu :

DECRETE :

Article premier : - Dr. ATTISSO Kossi Séménu, Médecin Ordinaire, 4è échelon, est nommé Directeur Général Adjoint de la santé.

Art. 2 : - Le Ministre de la Santé, de la population et de la Solidarité Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 19 Octobre 1994

Général GNASSINGBE EYADEMA

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre de la Santé, de la Population
et de la Solidarité Nationale
Pr. Afatsao AMEDOME

DECRET N° 94-082/PR du 23 Octobre 1994
portant nomination à titre exceptionnel et étranger
dans l'Ordre du Mono

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République Togolaise du 14 Octobre 1992,

Vu la Loi n°61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret n°62-62 du 20 Avril 1962 fixant les modalités d'application de la Loi du 02 Septembre 1961 susvisée ;

DECRETE :

Article premier : - A l'occasion de sa visite au Togo, M. Jacques DEWATRE, Directeur Général de la D.G.S.E. est élevé à la Dignité de GRAND OFFICIER de l'ORDRE du MONO.

Art. 2 : - Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 23 Octobre 1994

Général GNASSINGBE EYADEMA.

DECRET N° 94-084/PR du 18 Novembre 1994
relatif à l'ouverture et à la fermeture de la campagne d'achat du café et aux conditions d'intervention de l'Office des Produits Agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1994/95

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du Ministre du Commerce, des Prix et des Transports et du Ministre du Développement Rural, de l'Environnement et du Tourisme ;

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992 ;

Vu la Loi N°64-9 du 22 Juin 1964 portant création de l'Office des Produits Agricoles du Togo (OPAT) ;

Vu la Loi N°90-26 du 04 Décembre 1990 portant réforme du cadre institutionnel et juridique des Entreprises Publiques ;

Vu le décret N°80-184/PR du 26 Juin 1980 portant organisation du Ministère du Commerce, des Prix et des Transports ;

Vu le décret N°91-90/ PR du 03 Avril 1991 portant organisation du Ministère du Développement Rural, de l'Environnement et du Tourisme ;

Vu le décret N° 94-035/PR du 25 Mai 1994 portant composition du Gouvernement de la République Togolaise ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier : - La date d'ouverture de la campagne d'achat du café de la récolte 1994/95 est fixée au 21 Novembre 1994.

Art. 2 : - Les prix d'achat au producteur de ladite récolte sont fixés comme suit pour les différentes variétés de café en tous points de collecte :

- café robusta-niaouli	: 650 Francs le kilogramme
- café arabica	: 655 Francs le kilogramme

Art. 3 : - Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs à facturer à l'Office des Produits Agricoles du Togo (OPAT) sont fixées à 704.520 Francs CFA pour le café robusta-niaouli non calibré et 709.649 Francs CFA la tonne pour l'arabica.

Art. 4 : - La date de fermeture de cette campagne est fixée au 30 Septembre 1995.

Art. 5 : - La date de la commercialisation des cafés triages sera fixée ultérieurement.

Art. 6 : - Les montants des frais de transports supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

- Région de Littimé	: 3.600 Francs la tonne
- Région d'Akposso Nord	: 2.760 Francs la tonne
- Région d'Akposso Plateaux	: 2.760 Francs la tonne
- Région de Pagala	: 2.760 Francs la tonne
- Région de Dayes	: 2.760 Francs la tonne
- Région d'Akébou	: 2.760 Francs la tonne

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 7 : - Le Ministre du Commerce, des Prix et des Transports et le Ministres du Développement Rural, de l'Environnement et du Tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 18 Novembre 1994

Le Président de la République
Général GNASSINGBE EYADEMA

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre du Commerce, des Prix et des Transports
Michèle Dédévi EKUE

Le Ministre du Développement Rural, de l'Environnement et du Tourisme
Y. DO FELLI

CAMPAGNE D'ACHAT DU CAFE BAREME CAFE ROBUSTA 1994/95

PRIX AU PRODUCTEUR	F. CFA LA TONNE
	650.000
1 - Commission Acheteur Produit (AP ou GAV)	4.500
2 - Manutention Loyer Magasin (AP ou GAV)	2.500
3 - Transport au Centre de Collecte	4.000
	<hr/> 11.000
VALEUR NU-BASCULE CENTRE DE COLLECTE	661.000
4 - Manutention loyer Magasin acheteur agréé	1.875
5 - Transport Lomé	6.250
	<hr/> 8.125

VALEUR NU-BASCULE LOME	689.125
6 - Frais généraux fixes acheteurs agréés	3.000
7 - Déchets 0,25 % VNB	1.673
	<hr/> 4.673

VALEUR LOCO-MAGASIN LOME	673.798
8 - Financement 14 % 2 mois VLM	15.722
9 - Impôts Taxes 2 % VLM	PM
10 - Charges Sociales 0,68 % VLM	PM
11 - Commission Acheteur Agréé	15.000
	<hr/> 30.722

VALEUR A FACTURER A L'OPAT 704.520
 Tierce détention à la charge de l'OPAT :
 N.B. : 1 - Les sacs consignés non retournés sont facturés à 500 Francs la pièce.
 2 - Les postes Impôts et Taxes, et Charges Sociales seront remboursés sur présentation des pièces justificatives de leur paiement.

**CAMPAGNE D'ACHAT DU CAFE
 BAREME CAFE ARABICA 1994/95**

F. CFA LA TONNE

PRIX AU PRODUCTEUR	655.000
1 - Commission acheteur produit (AP ou GAV)	4.500
2 - Manutention loyer Magasin (AP ou GAV)	2.500
3 - Transport au Centre de Collecte	4.000
	<hr/> 11.000

VALEUR NU-BASCULE CENTRE DE COLLECTE	666.000
4 - Manutention Loyer Magasin Acheteur Agréé	1.875
5 - Transport Lomé	6.250
	<hr/> 8.125

VALEUR NU-BASCULE LOME	674.125
6 - Frais généraux fixes Acheteurs Agréés	3.000
7 - Déchets 0,25 % VNB	1.685
	<hr/> 4.685

VALEUR LOCO-MAGASIN LOME	678.810
8 - Financement 14 % 2 mois VLM	15.839
9 - Impôt et taxes 2 % VLM	PM
10 - Charges Sociales 0,68 % VLM	PM
11 - Commission Acheteur Agréé	15.000
	<hr/> 30.839

VALEUR A FACTURER A L'OPAT : 709.649
 Tierce détention à la charge de l'OPAT :
 N.B. : 1 - Les sacs consignés non retournés sont facturés à 500 Francs la pièce.
 2 - Les postes Impôts et Taxes, et Charges Sociales seront remboursés sur présentation des pièces justificatives de leur paiement.

*DECRET N° 94-085/PR du 18 Novembre 1994
 rapportant le décret n°94-071/PR du 12 Octobre 1994*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation ;

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992 ;

Vu la Loi N°92-03 du 08 Juillet 1992 portant Code Electoral, notamment à ses articles 45 et 141 ;

Vu l'ordonnance N°93-02 du 16 Avril 1993 modifiant et complétant certaines dispositions du Code Electoral ;

Vu le décret N°93-03 du 12 Mai 1993 modifiant et complétant les dispositions de l'article 71 de la Loi 92-02 du 08 Juillet 1992 portant Code Electoral ;
Vu le décret N°93-070 du 02 Juin 1993 portant création des circonscriptions électorales ;

Vu le décret N°93-091/PR du 08 Septembre 1993 rectifiant la Circonscription Electorale dans les Préfectures de Haho et Tone ;

Vu l'accord de Ouagadougou en date du 11 Juillet 1993 ;

Vu l'arrêt N°16 du 25 Mars 1994 de la Cour Suprême portant annulation du scrutin du 06 Février 1994 dans la première Circonscription électorale de l'OTI ;

Vu l'arrêt n°17 du 1er avril 1994 de la Cour Suprême portant annulation du scrutin du 20 Février 1994 dans la deuxième Circonscription électorale de Haho et dans la première Circonscription électorale de Wawa ;

Le Conseil des Ministre entendu :

DECRETE :

Article premier : - Est et demeure rapporté le décret n°94-071/PR du 12 Octobre 1994 portant convocation du Corps Electoral en vue des Elections Législatives Partielles dans les premières Circonscriptions électorales de l'OTI et de Wawa et dans la deuxième Circonscription électorale de Haho.

Art. 2 : - Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 18 Novembre 1994

Général GNASSINGBE EYADEMA

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation
Kodjo SAGBO

*DECRET N°94-087 du 21 Décembre 1994
 autorisant le Ministre de l'Economie et des Finances à émettre des titres du Trésor en représentation de concours consolidés.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du Ministre de l'Economie et des Finances ;

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992 ;

Vu la loi organique N°89-09 du 05 Mai 1989 relatif aux lois de finances ;

Vu le décret N°86-109 du 05 Juin 1986 portant organisation et attribution du Ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu la loi de finances pour la gestion 1994 N°001 du 21 Septembre 1994, notamment en son article 18 ;

Vu la Convention du 26 Décembre 1991 abrogeant et remplaçant celles du 30 Août 1989 et du 10 Avril 1991, avec effet à compter du 1er Juillet 1991 entre la République Togolaise et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), régissant la réconsolidation des créances gérées de la Banque Togolaise de Développement (BTD) et de la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA) ainsi que le solde débiteur de LEASE-TOGO.

Le Conseil des Ministres entendu :

DECRETE :

Article premier : - Le Ministre de l'Economie et des Finances est autorisé dans le cadre de la gestion de la dette publique, à émettre des titres d'Etat à long terme, dénommés "Titre de concours consolidés" d'un montant de SEPT MILLIARDS CINQ CENT DEUX MILLIONS (7.502.000.000) de Francs CFA.

Art. 2 : - Les Titres sont dévolus à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), en matérialisation des sommes dues à celle-ci par la République Togolaise, en vertu de la Convention de réconsolidation susvisée.

Art. 3 : - La cession des Titres est ouverte aux personnes morales, en particulier aux Banques et Investisseurs Institutionnels, installés sur le territoire des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

Art. 4 : - Le taux de rémunération des Titres est fixé à 5% l'an.

Art. 5 : - Les revenus, les plus-values de cession et les transactions sur les Titres sont exonérés de tous impôts, droits et taxes.

Art. 6 : - Les modalités d'émission de cession, de remboursement ainsi que les caractéristiques des Titres seront précisées par arrêtés du Ministre de l'Economie et des Finances.

Art. 7 : - La gestion des Titres sera assurée par la BCEAO en collaboration avec les services techniques compétents du ministère de l'Economie et des Finances, dans les conditions définies par une Convention à intervenir entre le dit ministère et la BCEAO.

Art. 8 : - La République Togolaise se réserve le droit de racheter les Titres de façon anticipée. Les intérêts sont dans ce cas, décomptés au moment du remboursement.

Art. 9 : - Le Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 21 Décembre 1994

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
Général GNASSINGBE EYADEMA

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre de l'Economie et des Finances
E. E. DADZIE

DECRET N°94-088/PR du 28 Décembre 1994
instituant un système de vérification des importations
en République Togolaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre du Commerce, des Prix et des Transports ;

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992, notamment en ses articles 69 et 80 ;

Vu l'ordonnance N°17 du 22 Avril 1976 portant réglementation des prix et des circuits de distribution ;

Vu le décret N°86-109 du 05 Juin 1986 portant organisation et attribution du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu le décret N°80-184 du 26 Juin 1980 portant attributions et organisation du ministère du Commerce et des Transports ;

Le Conseil des Ministres entendu :

DECRETE :

Article premier : - Sans préjudice des contrôles prévus par les réglementations en vigueur en République Togolaise, Il est institué un système de vérification des importations à destination du TOGO.

Art. 2 : - Les importations à destination du TOGO doivent, préalablement aux opérations d'embarquement, faire l'objet d'un ensemble d'opérations d'inspection et de contrôle de qualité, de quantité et de prix.

Art. 3 : - Les opérations d'inspection et de contrôle s'effectueront par tous les moyens appropriés et selon les usages professionnels généralement acceptés, aux lieux de production, d'emmagasinage et/ou d'expédition des biens à importer au TOGO.

Art. 4 : - Les opérations d'inspection et de contrôle porteront sur toutes les importations de marchandises tant du secteur public que du secteur privé.

Art. 5 : - Ces opérations s'appliqueront quels que soient :

- La provenance des marchandises,
- Les régimes douaniers, à l'exception de ceux prévus à l'article 6 du présent décret,
- Les moyens de transport utilisés,
- La procédure de conclusion des contrats.

Art. 6 : - N'entrent pas dans le champ d'application du présent décret :

- Les régimes de transit, d'admission temporaire et de Zone Franche,
- Les commandes d'une valeur FOB inférieure à trois millions (3.000.000) de Francs CFA pour les importations par voie maritime et aérienne et d'une valeur FOB inférieure à deux millions (2.000.000) de Francs CFA par voie terrestre,
- Les marchandises exemptées d'inspection par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances, en raison de leur nature, de leur origine ou de leur provenance.

Art. 7 : - Un comité comprenant des représentants du Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre du Commerce, des Prix et des Transports sera chargé du suivi des opérations d'inspection et de contrôle.

Art. 8 : - Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret, notamment celles du décret N°88-117 du 28 Juillet 1988 sont abrogées.

Art. 9 : - Des arrêtés du Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre du Commerce, des Prix et des Transports ainsi que d'autres textes préciseront les modalités d'application du présent décret.

Art. 10 : - Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, des Prix et des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 28 Décembre 1994

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
Général GNASSINGBE EYADEMA

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre de l'Economie et des Finances
E. K. DADZIE

Le Ministre du Commerce, des Prix et des Transports
Michèle Dédavi EKUE

DECRET N°94-089/PR du 31 Décembre 1994
portant nomination à titre exceptionnel
et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République Togolaise du 14 Octobre 1992 ;

Vu la loi N°61-35 du 02 Septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret N°62-62 du 20 Avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 02 Septembre 1961 susvisée ;

DECRETE :

Article premier : - A l'occasion de son départ définitif du TOGO, Madame Michèle ZWANG GRAILLOT-Chef de la Mission Française de Coopération et d'Action Culturelle au TOGO, est fait OFFICIER DE L'ORDRE DU MONO.

Art. 2 : - Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 31 Décembre 1994
Général GNASSINGBE EYADEMA

PRIMATURE

DECRET N°94/108/PMRT du 23 Novembre 1994
autorisant l'installation et l'utilisation des Postes Electriques,
Emetteurs-Récepteurs.

Le Premier Ministre,

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992 ;

Vu le décret N°61-24 du 15 Mars 1961 portant réglementation de l'établissement des Postes Electriques, Emetteurs-Récepteurs au TOGO ;

Vu la demande formulée par le Révérend Frère Julien SAPINA, transmise par lettre N°006/MEM/OPTT du 27 Mai 1993 du ministère de l'Equipe-ment et des Mines.

DECRETE :

Article premier : - Le Révérend Frère Julien SAPINA est autorisé sous réserve de se conformer aux lois et règlements en matière à installer et à utiliser une Station Radio-amateur.

Art. 2 : - La fréquence octroyée par la Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications est la suivante : 10 Hz.

Art. 3 : - Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et le Ministre de l'Equipe-ment sont chargés chacun en ce qui le concerne, du contrôle des conditions techniques d'exploitation de cette Station ainsi que la teneur de l'émission.

Art. 4 : - Le présent décret qui prend effet à compter de la date de sa signature sera communiqué et publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 23 Novembre 1994

Le Premier Ministre
Edem KODJO

PRIMATURE

DECRET N°94-109/PMRT du 23 Novembre 1994
autorisant l'installation et l'utilisation des Postes Radio-Electriques
Emetteurs-Récepteurs.

Le Premier Ministre,

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992 ;

Vu le décret N°61-24 du 15 Mars 1961 portant réglementation de l'établissement des Postes Electriques, Emetteurs-Récepteurs au TOGO ;

Vu la demande formulée par la Mission Baptiste du TOGO transmise par lettre N°0454/ME/OPTT du 08 Juillet 1994 du ministère de l'Equipe-ment.

DECRETE :

Article premier : - La Mission Baptiste du TOGO est autorisée sous réserve de se conformer aux lois et règlements en matière à installer et à utiliser une Station Radio-Electrique.

Art. 2 : - Les fréquences octroyées par la Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications sont les suivantes : 6900 KHz, 6990 KHz, 7320 KHz et 735 KHz.

Art. 3 : - Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et le Ministre de l'Equipe-ment sont chargés chacun en ce qui le concerne, du contrôle des conditions techniques d'exploitation de cette Station ainsi que la teneur de l'émission.

Art. 4 : - Le présent décret qui prend effet à compter de la date de sa signature sera communiqué et publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 23 Novembre 1994

Le Premier Ministre
Edem KODJO

DECRETE N°94-110/PMRT du 23 Novembre 1994
autorisant l'installation et l'utilisation des Postes Radio-Electriques
Emetteurs-Recepteurs.

Le Premier Ministre,

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992 ;

Vu le décret N°61-24 du 15 Mars 1961 portant réglementation de l'établissement d'un Postes Electriques, Emetteurs-Récepteurs au TOGO ;

Vu la demande formulée par M. SASSINE Pierrot transmise par lettre N°0585/ME/OPTT du 06 Septembre 1994 du ministère de l'Equipe-ment.

DECRETE :

Article premier : - M. SASSINE Pierrot est autorisé sous réserve de se conformer aux lois et règlements en la matière à installer et à utiliser une Station Radio-Electrique.

Art. 2 : - Les fréquences octroyées par la Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications sont les suivantes : 46,000 MHz et 72,000 MHz.

Art. 3 : - Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et le Ministre de l'Equipe-ment sont chargés chacun en ce qui le concerne, du contrôle des conditions techniques d'exploitation de cette Station ainsi que la teneur de l'émission.

Art. 4 : - Le présent décret qui prend effet à compter de la date de sa signature sera communiqué et publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 23 Novembre 1994

Le Premier Ministre
Edem KODJO

**DECRET N°94-115/PMRT du 15 Décembre 1994
portant rectification au décret N°92-204/PMRT
du 27 Août 1992.**

Le Premier Ministre,

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992 ;

Vu l'ordonnance N°91-05 rapportant l'ordonnance N°77-08 du 29 Mars 1977 accordant le monopole d'importation des médicaments à TOGOPHARMA ;

Vu le décret N°92-204/PMRT du 27 Août 1992 portant agrément d'importation et de vente de produits pharmaceutiques et para-pharmaceutiques ;

Vu la demande en rectificatif du GIE-PHAR en date du 14 Décembre 1994 ;

DECRETE :

Article premier : - L'article 1er du décret N°92-204/PMRT du 27 Août 1992 est modifié comme suit :

Au lieu de :

"Une autorisation d'importation et de vente de produits pharmaceutique, para-pharmaceutiques (l'ensemble des médicaments : produits médicamenteux, produits chimiques et toutes matières destinées à la pharmacie, ainsi que tous les articles destinés à l'usage médico-pharmaceutique), est accordée au groupement d'intérêt Economique (Phar) sis face au marché de Hédzranawé BP 1236 LOMÉ"

Lire :

Article premier nouveau : - Une autorisation d'importation et de vente de produits pharmaceutiques, para-pharmaceutiques (l'ensemble des médicaments : produits médicamenteux, produits chimiques et toutes matières destinées à la pharmacie, ainsi que tous les articles destinés à l'usage médico-pharmaceutique) est accordé à la Société Groupement Togolais des Pharmaciens (G.T. PHARM).

Art. 2 : - Le Ministre de la Santé, de la Population et de la Solidarité Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 15 Décembre 1994

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre de la Santé, de la Population et de la Solidarité Nationale
Pr. A. AMEDOME A.

**DECRET N°94-117/PMRT du 23 Décembre 1994 portant Code
Déontologique des Architectes**

Le Premier Ministre

Sur le rapport du Ministre de l'Équipement ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi N°090-02 du 04 Janvier 1990 relative à la profession d'Architecte et notamment en son article 27 ;

DECRETE :

Titre I : Dispositions générales exercice de la profession d'Architecte au TOGO.

Article premier : Mission

La vocation de l'Architecte est de participer à tout ce qui concerne l'acte de bâtir et l'aménagement de l'espace. D'une manière générale, il exerce la fonc-

tion de Maître d'Ouvre. Outre l'établissement du projet architectural, l'Architecte peut participer notamment aux missions suivantes :

1. Elaboration de programme ;
2. Préparation des missions nécessaires à l'exécution des avant-projets et des projets, consultation des entreprises, coordination et direction des travaux ;
3. Assistance aux Maîtres d'ouvrages ;
4. Conseil et expertise ;
5. Lotissement dans le cadre des programmes de logement initiés par des promoteurs immobiliers ou sous contrat de l'administration publique ;
6. Aménagement urbain y compris élaboration de plan de restructuration ;
7. Enseignement.

Art. 2 : Serment

Dans les trois (3) mois suivant son inscription à l'O.N.A.T. l'Architecte prête serment devant le Conseil Supérieur de l'Ordre. Le texte du serment est ainsi libellé :

"Moi..... m'engage solennellement à exercer le métier d'architecte avec conscience et probité, dans le respect des règles de loyauté et de confraternité prescrites par les textes régissant la profession au TOGO et d'œuvrer constamment à la sauvegarde de l'intérêt public".

Art. 3 : Agrément à l'exercice libéral

L'exercice libéral de la profession d'architecte au TOGO est subordonné à l'aménagement donné par le Ministre de tutelle après avis favorable du Conseil Supérieur de l'Ordre.

Cet agrément est réservé uniquement aux architectes inscrits à l'Ordre. L'avis du Conseil Supérieur est donné sur la base d'un dossier présenté par le candidat et comprenant les pièces suivantes :

- Lettre de demande d'agrément,
- Dénomination du Cabinet ou de la Société d'Architecture,
- Cachet du Cabinet ou de la Société d'Architecture,
- Désignation du domicile professionnel,
- Statuts (pour les Sociétés d'Architectures). L'agrément est nominatif.

Art. 4 : Clause de résidence

L'Architecte assermenté et agréé doit obligatoirement résider au TOGO et y exercer sa profession. Il en va de même pour ses collaborateurs.

Titre II : Devoirs professionnels

Chapitre I : Règles générales

Section 1ère : Règles professionnelles

Art. 5 : Règles d'objectivités

L'Architecte doit faire preuve d'objectivité, de probité et d'équité lorsqu'il est amené à donner son avis sur la proposition d'un entrepreneur de travaux ou un document contractuel liant un Maître d'Ouvrage à un entrepreneur ou à un fournisseur. Il en est de même lorsqu'il formule une appréciation sur la compétence ou la qualité d'une entreprise ou sur la qualité de l'exécution de ses ouvrages.

Art. 6 : Perfectionnement professionnel

L'Architecte entretient et améliore sa compétence ; il contribue et participe à cet effet à des activités d'information, de formation et de perfectionnement, et notamment à celles organisées par l'Ordre des Architectes. L'Architecte doit par ailleurs prêter son concours aux actions d'intérêt général en faveur de l'architecture.

Art. 7 : Règles de propriété des oeuvres

Un Architecte qui n'a pas participé à l'élaboration d'un projet ne peut en aucun cas y opposer sa signature, ni prétendre à une rémunération à ce titre ; la signature de complaisance est interdite. Le nom et les titres de tout Architecte qui a effectivement participé à l'élaboration d'un projet doivent être explicitement mentionnés après accord de l'intéressé sur les éléments du projet auquel il a participé.

Art. 8 : Contrat et déontologie

L'Architecte avant de signer un contrat doit vérifier que certaines clauses ne risquent pas de le contraindre au non respect de la déontologie de la profession.

Art. 9 : Diversification des activités

Lorsqu'un Architecte est amené à pratiquer plusieurs activités de nature différentes, celles-ci doivent être parfaitement distinctes, indépendantes et de notoriétés publiques. Toute confusion d'activités, de fonctions de responsabilités dont l'ambiguïté pourrait entraîner méprise ou tromperie, ou procurer à l'Architecte des avantages matériels à l'insu du client ou de l'employeur est interdite.

Art. 10 : Mission incompatibles

L'Architecte doit éviter les situations où il serait juge et partie. Sous réserve des dispositions statutaires, lorsqu'il s'y trouve soumis, l'Architecte ne peut à l'occasion d'une même mission, exercer une activité de conception architecturale et de réalisation.

Art. 11 : Mention des diplômes

L'Architecte doit mentionner de façon distincte les diplômes et certificats, en vertu desquels il est inscrit au tableau de l'Ordre et les autres diplômes, certificats, titres ou fonctions dont il peut se prévaloir.

Section 2 : Devoirs envers les clients

Art. 12 : Engagements professionnels de l'Architecte

Tout engagement professionnel de l'Architecte doit faire l'objet d'un contrat écrit, définissant la nature et l'étendue de ses missions ou de ses interventions ainsi que les modalités de sa rémunération.

Ce contrat doit tenir compte des dispositions du présent code et contenir explicitement les règles fondamentales qui définissent les rapports entre l'Architecte et son client ou l'employeur.

L'Architecte ou Société d'architecture doit, avant tout engagement professionnel et notamment avant la signature de tout contrat avec le client ou avec un employeur, faire connaître à celui-ci les clients d'intérêt définis à l'article 29 ci-après. A cet effet, l'Architecte communique à son client ou à son employeur une copie de la déclaration ou des déclarations formulées par lui au Conseil Supérieur de l'Ordre. Le client ou employeur doit viser toute les déclarations qui lui sont communiquées à la signature du contrat.

Art. 13 : Accomplissement des missions

L'Architecte doit assumer ses missions en toute intégrité et clarté et éviter toute situation ou attitude incompatible avec ses obligations professionnelles ou susceptible de jeter un doute sur cette intégrité et de discréditer la profession. Pendant toute la durée de son contrat, l'Architecte doit apporter à son client ou employeur le concours de son savoir et de son expérience.

L'Architecte doit éviter toute situation où les intérêts privés en présence sont tels qu'il pourrait être porté à préférer certains d'entre eux, à ceux de son client ou employeur ou que son jugement et sa loyauté envers celui-ci pourraient en être altérés. Lorsque l'Architecte est tenu au secret en raison de son activité professionnelle tout manquement à cette obligation constitue une faute professionnelle passible des sanctions disciplinaires prévues par la loi relative à la profession d'Architecte.

Section 3 : Définition des missions

Art. 14 : Mission complète

La mission complète comprend les différentes phases suivantes :

1. Etudes préliminaires - Avant projet sommaire (EP-APS).

A cette phase l'Architecte étudie le projet sur la base et à partir des renseignements obtenus du Maître d'ouvrage, et établit des esquisses permettant à son client de fixer son choix sur un parti général et de préciser le programme après avoir reconsidéré les données.

Les études préliminaires à l'APS comprennent :

- Analyse des informations recueillies par le Maître d'ouvrage auprès des services administratifs et techniques.
- Proposition de programme, mise au point.
- Esquisse (plan masse, plans de principe à l'échelle de 1/1000/m à 1/200/m.
- Lotisse descriptive sommaire.
- Evaluation globale indicative.
- Fourniture en trois (3) exemplaires du dossier d'études préliminaires - avant - projet sommaire.

2. Avant-projet définitif (APD) et assistance pour la demande du permis de construire.

Sur la base de l'avant-projet sommaire approuvé par le Maître d'ouvrage, l'Architecte présente en avant-projet définitif (APD) donnant toute les informations techniques nécessaires à la compréhension du projet. Les documents graphiques sont présentés à une échelle compatible avec la taille du projet et les documents écrits comprennent, selon la complexité du projet, un devis descriptif sommaire ou détaillé et une estimation globale du coût des travaux. Après l'approbation de l'APD par le Maître d'ouvrage l'Architecte assiste ce dernier pour la constitution du dossier de permis de construire et pour son instruction par l'administration.

Le dossier d'avant-projet définitif comportera :

a) Documents graphiques :

- | | |
|------------------------------|----------------------------|
| - Plan de situation | Echelles 1/50000 à 1/10000 |
| - Plan d'état des lieux | Echelles 1/2000 à 1/500 |
| - Plan de masse | Echelles 1/1000 à 1/200 |
| - Plan des VRD et esp. verts | Echelles 1/1000 à 1/200 |
| - Plan de tous les niveaux | Echelles 1/200 à 1/100 |
| - Coupes, façades | Echelles 1/100 à 1/100 |

b) Pièces écrites :

- Note de présentation
- Devis descriptif sommaire ou détaillé (selon la complexité du projet)
- Devis estimatif sommaire au mètre carré (m²) fournitures en cinq (5) exemplaires du dossier APD.

3. Projet d'exécution

Sur la base de l'APD accepté et approuvé au permis de construire, l'Architecte établit les projets d'exécution comportant tous les éléments graphiques ou écrits permettant aux entrepreneurs de définir sans ambiguïté, la nature, la qualité, les quantités et les limites de leur prestation, notamment :

a) Documents graphiques :

- | | |
|------------------------------|----------------------------|
| - Plan de situation | Echelles 1/50000 à 1/10000 |
| - Plan d'état des lieux | Echelles 1/1000 à 1/100 |
| - Plan de masse | Echelles 1/1000 à 1/100 |
| - Plan des VRD et esp. verts | Echelles 1/1000 à 1/100 |
| - Plan d'implantation | Echelles 1/1000 à 1/100 |
| - Plan de tous les niveaux | Echelles 1/200 à 1/50 |
| - Coupes, façades | Echelles 1/200 à 1/50 |
| - Détails techniques | |

et architecturaux

Echelles 1/20 à 1/5

b) Pièces écrites :

- Avis d'appel d'offre
- Devis programme
- Soumission
- Cahier des prescriptions spéciales
- Devis descriptif
- Cahiers des prescriptions techniques
- Cadre du devis estimatif (1)
- Cadre du bordereau des prix unitaires (1)

4. Dossier de consultation des entreprises

L'Architecte convient avec le Maître d'ouvrage des modalités de la consultation et rédige en conséquence le cahier des clauses particulières qui, ajouté au projet d'exécution, constitue le dossier de consultation des entreprises.

Le cahier des clauses particulières devra être fourni en cinq (5) exemplaires.

5. Examen des offres et préparation des marchés

L'Architecte assiste le Maître d'ouvrage pour le dépouillement des offres. Il les examine ensuite sur le plan économique et technique et fait son rapport au Maître d'ouvrage en vue de l'adjudication. L'architecte établit les pièces constitutives des marchés à signer entre le Maître d'ouvrage et les entreprises adjudicatrices.

6. Examen des documents pour l'exécution des ouvrages

Lorsque l'Architecte n'a pas la mission complémentaire "document pour l'exécution des ouvrages", il s'assure que les plans et dossiers d'exécution des entreprises sont conformes aux dispositions du projet d'exécution.

(1) Au cas où cette mission complémentaire est confiée à l'Architecte.

7. Surveillance architecturale

L'Architecte, selon la complexité du projet, dirige les réunions d'études, de coordination et chantier, effectue des inspections périodiques ou inopinées du chantier, vérifie l'avancement des travaux et produit les rapports et comptes-rendus y afférents.

8. Comptabilité des travaux

L'Architecte vérifie les situations et mémoires des travaux et les décomptes périodiques établis par les entreprises et recommande le règlement au Maître d'ouvrage.

9. Réception des ouvrages

L'Architecte assiste le Maître d'ouvrage pour la réception des ouvrages et vise les procès verbaux dressés à cet effet. Il en est de même des visites de vérification en vue de la levée des réserves.

10. Plan de recollement d'Architecte

L'Architecte, à l'avancement des travaux remet à jour tous ses plans en fonction des modifications apportées au cours de l'exécution. Ses plans modifiés sont mis au propre pour constituer les plans de recollement d'Architecte.

Les différentes phases ainsi définies dans le cadre de la mission complète s'appliquent à des cas de projets importants ou techniquement complexes. Pour les projets de moindre envergure certaines phases peuvent être supprimées, allégées ou fusionnées, l'essentiel étant d'assurer une bonne maîtrise de l'œuvre.

Art. 15 : Missions complémentaires

En dehors de la mission complète définie à l'article 14, l'Architecte peut se voir confié les missions complémentaires suivantes :

1. Assistance pour l'établissement du programme.

A titre de conseil, l'Architecte peut être chargé d'assister le Maître d'ouvrage pour la mise au point du programme, voire pour la totalité de son élaboration et de sa rédaction.

2. Assistance pour phases administratives particulières.

Dans de nombreux cas, une assistance particulière, ainsi que la production de documents spécifiques seront requis par le Maître d'ouvrage, l'administration ou divers services spécialisés.

Il s'agit par exemple de :

- Etablissement de formulaires pour l'assurance Maître d'ouvrage.
- Demande de primes, prêts, subventions.
- Assistance pour établissements classés.
- Présentation du dossier auprès d'organismes à caractère consultatif (SITES, SECURITE, SERVICES PUBLICS OU SERVICES CONCEDES DIVERS...)
- Etudes d'impact, étude préalable, plan de référence, etc... en vue de la justification de l'opportunité de la réalisation.
- Etablissement de document pour présentation au public. (concertation, participation...), assistance au débat, conférence.
- Dossiers de redevances et agrément...

3. Devis quantitatif et devis estimatif détaillés

Les estimations de l'Architecte sont établies sur la phase de données statistiques. L'établissement de devis quantitatif et estimatif détaillés suivant les quantités d'ouvrages ou sur la base de recueils de prix unitaires n'entre pas dans le cadre de la mission normale d'opération de construction.

Le Maître d'ouvrage peut charger l'Architecte de compléter les documents de consultation des entreprises par un devis quantitatif détaillé, et exceptionnellement par un devis quantitatif estimatif détaillé.

4. Documents pour l'exécution des travaux

Les documents pour l'exécution des travaux peuvent être établis par l'Architecte et son équipe, par exemple lorsque le Maître d'ouvrage fait appel à des entreprises ne disposant pas de bureau d'études.

Il s'agit des documents complémentaires au projet détaillé de conception, utiles à l'exécution, mais ne modifiant pas la conception de l'ouvrage. Ces documents pour l'exécution des travaux qui ne sont pas nécessaires aux entreprises pour qu'elles s'engagent sur un prix, sont établis après l'appel d'offres. Ils découlent du projet détaillé de conception et prennent en compte la technicité et les moyens de l'entreprise retenue. Ils sont à distinguer des plans d'atelier et de chantier définissant la mise en œuvre des moyens d'exécution, lesquels incombent toujours aux entrepreneurs.

Les documents pour l'exécution des travaux comprendront par exemple :

- D'une façon générale les plans de ferrailage,
- Le schéma unifilaire complet de l'installation électrique.

Toutefois, aucune liste précise des prestations constituant ces documents ne peut être établie a priori tant elle dépend de la nature de l'ouvrage considéré.

5. Ordonnancement planification et pilotage

Le Maître d'ouvrage, en particulier lorsqu'il souhaltera une réalisation par marchés en lots séparés, pourra charger l'Architecte de la mission complémentaire d'ordonnancement, planification et pilotage. Cette mission a pour objectifs :

L'ordonnancement en vue de la coordination des travaux faisant l'objet des divers lots techniques entrant dans la composition de l'ouvrage.

L'établissement de calendriers de travaux et fourniture, la mise à jour périodique de ces programmes et leur confrontation permanente avec la réalité.

La détection rapide des tendances et des actions correctives nécessaires

Le pilotage du chantier, c'est-à-dire l'organisation et la direction du chantier par les objectifs (et non par les moyens, lesquels incombent à chacun des entreprises).

6. Relevé détaillé des locaux

Relevé sur place et figuration par plans, coupes et façades à une échelle adaptée à l'étude du projet de conception (en général échelle à 1/100 à 1/50).

7. Décoration et étude de mobilier

Etude de mobilier et d'équipement et travaux de déco

8. Relation avec les occupants

Dans le cas d'intervention sur l'existant, le Maître d'ouvrage peut charger l'Architecte d'assurer auprès des occupants la bonne marche des opérations de logement.

9. Maître d'ouvrage délégué M. O. D. dans le cadre d'une structure organisée

Le Maître d'ouvrage peut solliciter une assistance de l'Architecte pour :

- Organisation des concours et/ou consultations devant aboutir au choix des intervenants (Architecte, bureau d'études techniques, bureau de contrôle...),
- Etablissement du programme,
- Coordination entre différents intervenants pour l'établissement des dossiers des différentes phases de l'étude préparation et organisation d'appel d'offres,
- Passation des marchés,
- Coordination administrative et financière des travaux,
- Direction et contrôle d'exécution des travaux,
- Ordonnancement, pilotage et coordination des chantiers.

10. Etudes techniques (dans le cadre d'une structure organisée)

Elles comprennent sur la base des dossiers architectes et après calcul nécessaires, tous les plans d'exécution des lots techniques :

- Gros oeuvres
- Electricité courant fort / faible
- Plomberie
- Climatisation
- Ascenseurs et appareils élévateurs
- Etc...

Art. 16 : Conditions d'exécution des missions

Les missions confiées à l'architecte font l'objet d'un contrat ou d'une lettre de commande dont les termes doivent obligatoirement se référer aux présents textes.

Le contrat doit préciser :

- Les parties contractantes ;
- L'objet du contrat et de l'opération ;
- Les droits et obligations des deux parties ;
- Les délais contractuels (exécution et approbation des documents) ;
- Les honoraires de l'architecte ;
- Les échéances de paiement ;
- Toutes clauses particulières liées à la spécificité de l'opération.

Un programme traduisant les besoins à satisfaire et auquel seront joints tous documents de base fourni par le Maître d'ouvrage ainsi qu'une note précisant d'une part, le délai reconnu nécessaire d'accord-parties pour l'exécution des missions, et d'autre part le crédit maximum disponible pour l'opération envisagée.

Si l'Architecte n'a pas fait connaître par écrit son désaccord sur ces divers éléments, il est réputé les avoir définitivement acceptés. Tous ces documents sont donc annexés au contrat.

Section 4 : Devoirs envers les confrères

Art. 17 : Règles de confraternité

Les Architectes sont tenus d'entretenir entre eux des liens confraternels, ils se doivent mutuellement assistance morale et conseils. Tout propos ou acte tendant à discréditer un confrère, toutes manœuvres ou pressions de nature à porter atteinte à la liberté de choix d'un Maître d'ouvrage ou à infléchir sa décision sont interdites.

Art. 18 : Règles de concurrence

La concurrence entre confrères ne doit se fonder que sur la compétence et les services offerts au client sont considérés notamment comme des actes de concurrence déloyale prohibés :

- toute tentative d'appropriation ou de détournement de clientèle par la pratique de sous-évaluation trompeuse des opérations projetées et des prestations à fournir,
- toute baisse irrationnelle des taux d'honoraires,
- toute démarche ou entreprise de dénigrement tendant à supplanter un confrère dans une mission qui lui a été confiée.

Art. 19 : Concours d'architecture

Les Concours d'architecture de l'état, des collectivités locales et des organismes internationaux (dont le Togo fait partie) sont organisés par le Ministre de tutelle après consultation de l'ONAT sur les modalités d'organisation des dits concours.

Les architectes inscrits à l'ordre doivent s'abstenir de participer à tout concours ou à toute consultation dont les conditions seraient contraires au présent décret.

Art. 20 : Groupement d'architectes

En cas de collaboration pour une même mission entre deux ou plusieurs architectes qui ne sont pas liés de façon permanente, une convention doit préciser les tâches respectives ainsi que le partage des frais et rémunération entre eux.

Cette convention doit préciser qu'avant de saisir la juridiction compétente, l'architecte est tenu de soumettre à l'ordre toute difficulté née de son application, aux fins de conciliation.

Art. 21 : Intervention des architectes étrangers.

Dans le cas d'intervention d'architectes étrangers non inscrits à l'ordre sur le territoire togolais, ceux-ci doivent obligatoirement être associés à un architecte togolais agréé et assermenté. Celui-ci doit participer effectivement aux études et au suivi de chantier.

Le contrat d'association fera ressortir clairement les parts de responsabilité de chacun ainsi que leurs attributions effectives, et sera soumis à l'approbation du Conseil Supérieur de l'Ordre.

La responsabilité juridique des architectes sera conjointe et solidaire.

La répartition conventionnelle des honoraires sera la suivante :

- Cinquante pour cent (50%) au moins pour la partie togolaise
- Cinquante pour cent (50%) au plus pour la partie étrangère, quel que soient les charges de chacune des deux parties.

Art. 22 : Règles de succession

L'architecte appelé à remplacer un confrère dans l'exécution d'un contrat ne doit accepter la mission qu'après en avoir informé celui-ci, s'être assuré qu'il n'agit pas dans des conditions contraires à la confraternité et être intervenu auprès du Maître d'ouvrage pour le paiement des honoraires dus à son prédécesseur. Il doit en informer le Conseil Supérieur de l'Ordre. Si un architecte est appelé à succéder à un confrère décédé, il doit sauvegarder les intérêts des ayant-droits pour les opérations déjà engagées et qu'il est amené à

poursuivre.

Art. 23 : Appréciation des confrères

Un architecte appelé à porter une appréciation sur un confrère ou sur un travail ne doit se prononcer qu'en pleine connaissance de cause avec impartialité.

Les missions de contrôle, de conseils ou de jugement doivent exclure toute attitude arbitraire, les décisions, avis ou jugements doivent toujours être clairement exprimés et motivés et leur auteur doit s'affranchir de ses conceptions personnelles.

Art. 24 Plagiat

Le plagiat est interdit. Tout architecte reconnu coupable d'avoir plagié une oeuvre s'expose aux sanctions disciplinaires prévues à l'article de la Loi relative à la profession d'architecte (ceci ne n'exclut pas la saisie des juridictions compétentes).

Art. 25 : Litiges entre architectes : Tout litige entre architecte concernant l'exercice de la profession doit être soumis au Conseil Supérieur de l'Ordre aux fins de conciliation, avant saisie des juridictions compétentes.

Les architectes en conflit sont tenus de communiquer à l'Ordre sur demande, tous les documents nécessaires à l'instruction du dossier.

Art. 26 : Publicité de l'architecte

La publicité faite par un architecte ne peut être fondée que sur ses réalisations ou projets.

Elle ne doit pas être de nature à mettre directement en cause l'activité d'autres architectes ou des tiers. Les frais qu'elle entraîne doivent être à la charge exclusive de l'architecte.

Ne sont pas considérés comme une publicité faite par l'architecte :

- Les oeuvres à caractère littéraire ;
- Les oeuvres d'architectes citées par les tiers à titre d'exemple pour promouvoir leurs produits ou réalisations ;
- Les articles reportages, entretiens radio-télévisés, écrits ou réalisés à l'initiative de tiers dans un but d'information ou dans le cadre de l'actualité quand l'intervention de l'architecte est motivée et gratuite.

Toute publicité mensongère ou contraire à la confraternité est interdite et sanctionnée par un avertissement avec inscription au dossier.

Section 5 : Relation entre l'Ordre et les administrations publiques

Art. 27 : Paiement des cotisations

Le non paiement des cotisations prévues par le règlement intérieur de l'Ordre constitue une violation des règles professionnelles et peut entraîner la suspension du défallant.

Art. 28 : Déclaration des projets

Tout architecte ou Société d'architecture quel que soit le mode d'exercice de sa profession, est tenu à la demande, de déclarer au Conseil Supérieur de l'Ordre ou à l'administration chargée de l'architecture, les projets de construction qui lui sont confiés et qui ont fait l'objet d'une demande de permis de construire.

Cette déclaration ne peut être rendue publique. Elle porte sur la nature, l'importance, la localisation du projet, sur le Maître d'ouvrage et sur l'étendu et les modalités de la mission confiée à l'architecte.

Elle intervient dans un délai d'un mois suivant la demande. Le modèle de la déclaration est établi par le Conseil Supérieur de l'Ordre avec avis du Ministère de tutelle.

Art. 29 : Lien d'intérêt

Les liens d'intérêt personnels ou professionnels mentionnés à l'article 12 sont les suivants :

1. Les liens de parentés entre, d'une part l'architecte ou un membre de la Société d'architecte et, d'autre part une personne qui participe professionnellement à une activité dont l'objet est de tirer profit directement à la construction qui est, au premier ou au deuxième degré ascendant, descendant, ou collatéral de l'architecte ou de son conjoint ;

2. Les liens avec toute personne morale dont l'activité consiste à tirer profit, directement ou indirectement, de la construction et consistant en une participation à la gestion ou à la direction de cette entreprise, ou à la détention d'au moins un dixième de son capital.

Art. 30 : Déclaration des liens d'intérêt

La déclaration des liens mentionnés à l'article 29 du présent décret doit être faite par l'architecte ou la Société d'architecture, au Conseil Supérieur dans le délai d'un mois qui suit soit son inscription au tableau, soit la naissance de ses liens, ou toute modification les concernant.

Art. 31 : Administration des immeubles

L'architecte ou la Société d'architecture, ne peut exercer une activité d'administrateur de biens que sur les immeubles dont les travaux d'entretien lui sont confiés ; il doit déclarer cette activité au Conseil Supérieur de l'Ordre.

Art. 32 : Assurance

L'architecte exerçant à titre individuel sous forme libérale, ou en tant qu'associé d'une Société d'architecture, envoie chaque année une attestation de son organisme assureur établissant qu'il est couvert pour l'année en cours, par une assurance Responsabilité Chef d'Entreprise.

Chapitre II : Règles particulières à chacun des modes d'exercice

Section 1 : Exercice libéral ou en société

Art. 33 : Exécution de la mission d'architecte

Les missions confiées à l'architecte doivent être accomplies par lui-même ou sous sa direction.

L'architecte doit adapter le nombre et l'étendue des missions qu'il accepte à ses aptitudes, à ses connaissances, à ses possibilités d'intervention personnelle, aux moyens qu'il peut mettre en oeuvre, ainsi qu'aux exigences particulières qu'impliquent l'importance et le lieu de ces missions.

Il doit recouvrer en cas de nécessité à des compétence extérieures.

L'architecte employeur doit s'assurer de la compétence de ses collaborateurs. Il doit donner à chacun d'eux, qu'il soit architecte ou non, des tâches correspondant à leur niveau de qualification et les mettre en mesure de participer pleinement aux missions auxquelles ils consacrent leur activité, et d'exercer leurs responsabilités. Il les rémunère en tenant compte des fonctions et des responsabilités qu'ils assument.

L'architecte doit s'abstenir de donner toute appréciation erronée quant à son niveau de qualification ou à l'efficacité des moyens dont il dispose.

Art. 34 : Information du client

Lorsque l'architecte a la conviction que les disponibilités de son client sont manifestement insuffisantes pour les travaux projetés, il doit l'en informer.

Outre les avis et les conseils, l'architecte doit fournir à son client les explications nécessaires à la compréhension et à l'appréciation des services qu'il lui rend.

L'architecte doit à la demande de son client rendre compte de l'exécution de sa mission, et fournir les documents y afférents.

L'architecte de prendre toutes décisions ou de donner tous ordres pouvant entraîner une dépense non prévue ou qui n'a pas été préalablement approuvée par le Maître d'ouvrage.

Art. 35 : Conditions de sous-traitance

Lorsqu'un architecte a l'intention de sous-traiter des missions, il doit au préalable obtenir du Maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitance et l'agrément des conditions de paiement figurant dans les sous-traités.

L'architecte qui recourt à un sous-traitant doit en outre mentionner le nom du sous-traitant dans toutes les publications qu'il fera ultérieurement.

Art. 36 : Dénonciation d'un contrat.

La dénonciation d'un contrat par l'architecte constitue une faute professionnelle sauf lorsqu'elle intervient pour des motifs justes et raisonnables ; la survenance d'une situation plaçant l'architecte en conflit d'intérêt au sens de l'article 13 ou susceptibles de porter atteinte à son indépendance, ou encore la violation par le client d'une ou plusieurs des clauses du contrat qui le lie à l'architecte.

Art. 37 Conduite des travaux, réception

Lorsque l'architecte dirige les travaux, il s'assure que ceux-ci sont conduits conformément aux plans et aux documents descriptifs qu'il a établis et aux méthodes d'exécution qu'il a prescrites.

Dans ce cas, il reçoit de l'entreprise les situations, mémoires et pièces justificatives de dépenses, les vérifie et les remet à son client en lui faisant, d'après l'état d'avancement des travaux conformément aux conventions passées, des propositions de versement d'acomptes et de paiement du solde.

Lorsque l'architecte assiste son client pour les réceptions des travaux, il vise les procès-verbaux dressés à cette occasion.

Art. 38 : Association d'architectes

Tout architecte inscrit et agréé a la possibilité de s'associer avec un autre ou plusieurs autres confrères inscrits et agréés, à l'exclusion de toute autre personne, pour constituer une société d'architecture.

Cette société, avant tout fonctionnement, doit être elle-même agréée par le Conseil Supérieur de l'Ordre sur la base d'un dossier comprenant ses statuts et la liste de ses associés.

Toute modification aux statuts ou à cette liste devra ensuite être communiquée au Conseil Supérieur de l'Ordre et faire l'objet d'une demande d'agrément modificative.

Les noms des architectes associés doivent apparaître clairement dans la dénomination de la Société d'architecture.

Nul ne peut être membre de plus d'une Société d'architecture. L'architecte exerçant à titre individuel ne peut être membre de plus d'une société d'architecture.

Art. 39 : Responsabilité des architectes associés

La responsabilité des architectes associés est conjointe et solidaire.

Ils doivent donc veiller aux règles propres à leur mode d'exercice et s'informer mutuellement des activités professionnelles qu'ils exercent au nom et pour le compte de la société.

Section 2 : Exercice salarial

Art. 40 : Contrat de travail

Le contrat de travail qui lie une architecte employeur à une architecte salarié

doit préciser :

- la désignation et la qualité des parties contractantes ;
- les missions confiées à l'architecte salarié et les prestations correspondantes ainsi que les moyens mis à sa disposition ;
- les conditions de rémunération des prestations fournies ;
- les conditions d'assurance qui couvrent les responsabilités découlant des missions accomplies ;
- la comptabilité de l'exercice de ses fonctions avec les règles professionnelles.

Art. 41 : Certificat de travail

L'architecte salarié peut faire état des références acquises chez son employeur après avoir obtenu un certificat de celui-ci. Le certificat précise la part apportée par l'architecte salarié à l'accomplissement des missions auxquelles il a collaborées.

Section 3 : Règles relatives à la rémunération

Art. 42 : Rémunération de l'architecte

La rémunération de l'architecte doit être calculée en fonction des missions qui lui sont confiées.

Sauf entente contraire entre les parties contractantes, la rémunération de l'architecte est unique et à la charge exclusive de son client ou employeur ; elle doit être clairement définie par contrat.

Elle peut revêtir les formes suivantes :

- Pour les architectes salariés de personnes physiques ou morales de droit public ou privé : salaire ou traitement correspondant à la qualité d'architecte ;
- pour les architectes exerçant sous forme libérale et les sociétés d'architecture : honoraires ou droits d'auteur, dans le cas d'exploitation d'un modèle type d'un brevet d'invention.

Chapitre III : Honoraires des architectes.

Section 1 : Calcul des Honoraires

Art. 43 : Détermination des honoraires

Les honoraires de l'architecte sont déterminés en fonction des difficultés et de la mission, du coût de la réalisation de l'ouvrage projeté, et de sa complexité par référence aux barèmes suivants :

- pour les projets d'Etat, des collectivités locales, des entreprises publiques, barème officiel des honoraires d'architecte au Togo en référence à l'article 51 du présent décret ;
- pour les projets n'entrant pas dans cette classification, le barème défini dans le contrat-type de l'ordre des architectes pour les projets privés.

Avant tout engagement, l'architecte communique à son client les règles contenues dans le présent chapitre ainsi que les modalités de sa rémunération. Ces règles et ces modalités doivent être respectées dans le contrat.

Art. 44 : Formes des honoraires de l'architecte

Les honoraires de l'architecte sont uniques et à la charge exclusive du Maître d'ouvrage.

Ils sont calculés en fonction des missions confiées à l'architecte et peuvent revêtir quatre formes principales :

- au déboursé,
- à la vacation,
- au forfait,
- au pourcentage.

Art. 45 : Assujettissement à la T.G.A.

Les prestations intellectuelles étant assujetties à la T.G.A. (Taxe Générale sur Affaire), tous les versements doivent être majorés du taux correspondant à cette taxe quelque la forme d'honoraire appliquée.

Art. 46 : Honoraire au déboursé

L'honoraire au déboursé est établi et ceci pour les missions de contrôle, de relevé et d'expertise, à partir de données constatées et/ou de données prévisionnelles.

Dans ce dernier cas, la prévision est attachée à la juste définition du programme, mais également à l'estimation du nombre et de la nature des interventions qui s'avéreront utiles. C'est pourquoi l'estimation prévisionnelle des déboursés ne pourra être qu'indicative et sera redressée en cours et en fin de mission pour tenir compte de la dépense réelle que l'architecte aura engagé.

L'honoraire au déboursé comprend :

1. La rémunération du temps passé pour l'opération par chacun des intervenants, patron compris.
2. L'ensemble des charges sociales de toute nature relatives au poste 1 ci-dessus.
3. La part des frais généraux du bureau de l'architecte.
4. Le bénéfice du bureau de l'architecte.
5. Le remboursement des frais particuliers à l'opération.

A défaut de convention contraire, la somme des quatre premier postes est calculée, en multipliant par 2,5 la somme des deux premiers.

Art. 47 : Honoraire à la vacation

La vacation correspond à la rémunération du temps passé personnellement par l'architecte pour l'exécution de la mission et pour les déplacements correspondants.

La valeur de la vacation est estimée par référence à un salaire ou traitement d'un niveau de responsabilités comparables dans l'industrie ou l'administration, majoré du coût d'une protection sociale identique, et des frais généraux non facturables directement pour l'exécution de la mission. Les dépenses exposées pour la mission proprement dite font l'objet d'un compte au déboursé.

La vacation s'entend heure par heure du temps passé par l'architecte avec minimum d'une heure. Toutefois la rémunération à la vacation pourra comprendre les adaptations suivantes :

- 1/2 journée de travail : forfait de 4 vacations.
- 1 journée de travail : forfait de 8 vacations.

Ces deux forfaits sont augmentés de la durée des déplacements et temps divers passé entre le cabinet de l'architecte et les lieux de travail, à raison de 1/2 vacation par heure.

Art. 48 : Honoraire au forfait

Le forfait est utilisé lorsque les missions de l'architecte et le programme de l'opération sont parfaitement définis à l'avance, tant sur le plan technique que juridique et administratif.

Pour évaluer le forfait, l'architecte et le Maître d'ouvrage peuvent s'aider de la méthode de calcul prévue à l'article 49 des présents textes.

Le forfait ainsi déterminé fait apparaître le montant hors taxes, le montant T.G.A. et le montant T.T.C.

Les honoraires au forfait sont sujets à correction lors de toute modification

des données ayant déterminé leur établissement initial.

Ainsi le complément ou la rectification des renseignements fournis par le Maître d'ouvrage, les travaux imprévus, les modifications du programme du niveau des prestations ou des détails d'exécution de la mission peuvent entraîner un redressement des honoraires.

Art. 49 : Honoraire au pourcentage

La méthode retenue pour la détermination des honoraires dans le cas du pourcentage prend le compte :

- le montant des travaux qui constitue l'assiette des honoraires.
- la classification par catégories d'ouvrages.

Dans le cas d'opérations d'extrême complexes, une méthode plus élaborée prenant en compte plusieurs paramètres et indices permet de déterminer le taux d'honoraire. Cette méthode est tenue à la disposition des Maîtres d'ouvrage par le Conseil Supérieur de l'Ordre.

Le montant de l'honoraire est calculé sur l'ensemble de la dépense mise à la charge du Maître d'ouvrage et constatée à l'issue des travaux, y compris la valeur à neuf des matériaux, matériels ou tous ouvrages fournis ou exécutés par le Maître d'ouvrage pour le complet achèvement de l'ouvrage ainsi que la valeur des ouvrages réalisés au titre des branchements et dessertes extérieures ou concédés.

Entrent également en compte la fourniture et la pose des biens meubles fixés à perpétuelle demeure ou devenant immeubles par destination pour les services et l'exploitation de l'immeuble.

Ce montant de travaux est défini hors taxes et hors honoraires de l'architecte et des autres techniciens liés par contrat au Maître d'ouvrage ainsi que hors abattements, retenues et pénalités.

En cas d'interruption de la mission, l'assiette de l'honoraire est constituée par l'estimation de l'opération telle qu'elle résulte de l'étude à la date de l'interruption.

Si le programme comporte plusieurs tranches opératoires ou d'extension, le montant des travaux retenu est celui correspondant à la prestation exécutée, ainsi, par exemple :

- l'étude du projet d'ensemble est rémunérée sur la base de l'estimation prévisionnelle du coût de réalisation et l'ensemble du programme.
- l'étude plus approfondie de chaque tranche est rémunérée sur la base au montant de cette tranche.

Dans chaque catégorie d'ouvrages, les taux d'honoraires sont dégressifs et calculés suivant les tranches successives des taux prévus au barème officiel.

Si le programme comporte plusieurs tranches opératoires ou d'extension, le taux appliqué est celui du montant correspondant à la prestation réellement exécutée, ce principe s'appliquant à chaque stade. Ainsi :

- l'étude du projet d'ensemble est rémunérée sur le montant de l'ensemble du programme.
- La direction des travaux d'une tranche, ou d'un marché séparé est rémunérée sur le montant de cette tranche, ou de ce marché.

Art. 50 : Classification des ouvrages

Les ouvrages sont classés par catégorie faisant intervenir la complexité de l'étude, la répétition des éléments, le caractère de l'ouvrage. Les exemples-types ci-après sont indicatifs et non limitatifs ; les ouvrages n'y figurant pas sont assimilés à la catégorie la plus proche.

Si le programme comporte divers bâtiments de catégories différentes, le montant des honoraires est séparément défini pour chacun d'eux ; toutefois, il peut être convenu d'en déduire un taux moyen applicable à l'ensemble de l'opération.

1. Cas des bâtiments

a) Catégorie simple (B1)

Ouvrages rudimentaires dans leur organisation, leurs aménagements, les équipements et leurs finitions.

Exemples : Garages de surface - Dépôts et ateliers agricoles ou industriels sans spécialisation ni servitude d'équipement.

b) Catégorie courante (B2)

Ouvrages simplement organisés et équipés, ne comportant ni jonction, ni superposition d'éléments à programme différents ou techniques différentes.

Exemples : Ensemble de logements sans adaptation à des exigences individuelles - Bâtiments industriels avec équipement non spécialisé, Etablissements scolaires du 1er degré.

c) Catégorie complexe (B3)

Ouvrages complexes, soit du fait de jonctions ou de superpositions d'éléments à programme différent, soit du fait particulier de la composition, de la structure, des aménagements, des équipements ou du terrain.

Exemples : Immeubles d'habitation, maisons individuelles établissement d'enseignement du 2^e degré, technique ou supérieur (non scientifique) Bâtiments administratifs ou à usage de bureaux salles de spectacles, Bâtiments recevant du public - Bâtiments socio-éducatifs ou sportifs Hospices - Etablissement hôteliers - Bâtiments industriels avec équipements spécialisés (silos, abattoirs, gares ferroviaires ou routières) - centres commerciaux.

d) Catégorie très complexe (B4)

Ouvrages difficiles du fait du caractère exceptionnel de la recherche ou d'une étude approfondie de spécialisations particulières.

Exemples : Résidences particulières - Bâtiments culturels et culturel, immeuble de bureaux très équipés ou de structure complexe - Etablissements d'Enseignement Scientifique, Hôpitaux, Cliniques - Bâtiments industriels assujettis à des techniques intrinsèquement complexes (industrie nucléaire, Laboratoires de fabrication conditionnés ou aseptiques).

2. Cas d'études de mobilier ou d'équipement et travaux de décoration d'entretien ou de transformation

Sont honorés par convention particulière à des taux qui ne pourront être inférieurs à ceux de la catégorie B4, majorés de 20 %, toutes les études de mobilier et de décoration.

Les travaux d'entretien, de réparation ou de transformation peuvent ne pas comporter de plans ou devis, mais ils nécessitent des interventions plus fréquentes ; ils sont donc rétribués comme s'il s'agissait de travaux neufs à des taux qui ne pourront être inférieurs à ceux de la catégorie B3.

3. Cas d'ouvrages de voiries et réseaux divers (VRD)

a) VRD 2. catégorie courante :

Ouvrages réalisés en terrains vierge dont la configuration ou la nature ne présente pas de difficultés particulières.

b) VRD 2. catégorie complexe :

Ouvrages réalisés en terrains antérieurement urbanisé ou dont la configuration ou la nature présente des difficultés particulières.

4. Cas d'ouvrages d'espaces verts

a) Catégorie courante :

Espaces verts établis sur terrains de configuration simple et de caractéristiques pédologiques homogènes, traités par grandes masses d'éléments sem-

blables.

Exemples : plantation d'alignement, boisements, prairies touristiques, parcs urbains.

b) Catégorie complexe :

Espaces verts établis sur terrains dénivélés, difficiles ou hétérogènes, ou traités avec une recherche détaillée de composition florale terrasses-jardins, plantations d'intérieur.

Art. 51 : Barème des honoraires

Le barème utilisé pour le calcul des honoraires au pourcentage dans le cadre du présent décret reste le BAREME OFFICIEL DES HONORAIRES D'ARCHITECTE AU TOGO joint en annexe 1.

- En marge : les montants TTC (Toutes Taxes Comprises)

- En regard des catégories d'ouvrage selon la classification de l'article 50 : les taux applicables sur le montant TTC.

Section 2 : Règlement de paiement des honoraires

Art. 52 : Décomposition des honoraires.

La répartition des honoraires par élément de mission est variable selon les caractéristiques de l'opération et le contenu réel des différentes phases de mission.

A défaut de convention contraire, les honoraires sont réputés ventilés selon les pourcentages prévus au tableau joint en annexe 2.

Art. 53 : Echéances de paiement

Les échéances de paiement sont définies d'accord-parties entre l'architecte et le Maître d'ouvrage. A défaut de convention contraire, les échéances de paiement prévues en annexe 3 seront appliquées.

Art. 54 : Remboursement des frais

pour les opérations se déroulant en dehors du lieu de résidence de l'architecte, les frais particuliers occasionnés par ses déplacements ou par ceux de ses préposés sont remboursés dans les conditions de vacation de l'administration togolaise majorées de 20%.

Art. 55 : Exécution et publication

Le Ministre de l'Equipement est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 23 Décembre 1994

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le Ministre de l'Equipement
Tchamdja ANDJO

Annexe 1

Barème Officiel des Honoraires d'Architecte du Togo

Montant travaux TTC	Catégorie de bâtiments			
	B1	B2	B3	B4
Moins de 20.000.000 F	8,50%	10%	11%	12,50%
Entre 20.000.000 et 40.000.000 F	7,50%	9%	10%	11,50%
Entre 40.000.000 et 100.000.000 F	6,50%	8%	9%	10,50%
Entre 100.000.000 et 200.000.000 F	6%	7,50%	8,50%	10%
Entre 200.000.000 et 1.000.000.000 F	5,50%	7%	8%	9,50%
Entre 1.000.000.000 et 2.000.000.000 F	5%	6,50%	7,50%	9%
Entre 2.000.000.000 et 10.000.000.000 F	4,50%	6%	7%	8,5%
Entre 10.000.000.000 et 20.000.000.000 F	4%	5,50%	6,50%	8%
Plus de 20.000.000.000 F	3,50%	5%	6%	7,50%

Annexe 2

Décomposition de honoraires d'une mission normale

Construction neuve		Elément de mission	Intervention sur existant	
Cumul	Par élément		Par élément	Cumul
		Etudes		
15%	15%	Etudes préliminaires et avant-projet sommaire	12%	12%
30%	15%	Avant-projet définitif	13%	25%
35%	05%	Assistance demande permis de construire		
55%	20%	Projet d'exécution	16%	41%
60%	05%	Dossier de consultation des entreprises	03%	44%
65%	06%	Examen des offres et préparation du marché	06%	50%
		Chantier		
90%	25%	Direction de l'exécution des marchés de travaux et examen des documents pour l'exécution des ouvrages	35%	85%
95%	05%	Comptabilité des travaux	10%	95%
97%	02%	Réception	03%	98%
100%	03%	Plans de recollement d'architecte	02%	100%

Annexe 3

Echéances de paiement des honoraires

Les échéances de paiement retenues dans le cadre du présent décret sont les suivantes :

- La signature du contrat.....	20%
- A la remise de l'avant-projet définitive pour permis de construire.....	10% 30%
- A la remise du projet d'exécution et des minutes des pièces écrites.....	15% 45%
- A la remise du dossier d'appel d'offres.....	10% 55%
- A la signature des marchés	
- A l'avancement des travaux au prorata des décomptes des entreprises.....	28%
- A la réception provisoire.....	05%
- A la réception définitive.....	02%
	100%

Les réajustements des honoraires interviendront le cas échéant :

- A la signature des marchés des entreprises sur la base des montants de la adjudication ;
- A la réception provisoire sur la base des décomptes définitifs et des révisions de prix.

DECRET N°94-118/PMRT du 23 Décembre 1994
portant création, attributions et organisation du Secrétariat Technique du Comité de Coordination (STCC) et du Comité d'Etude de la Réforme Urbaine (CERU) ;

Le Premier Ministre

Sur le rapport du Ministre de l'Equipelement ;

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992, notamment en son article 79 ;

Vu le décret n°94-032/PRMT du 24 Avril 1994 portant création du Comité de Coordination de la Gestion Urbaine de Lomé ;

Vu le décret N° 92-013/PMRT du 23 Janvier 1992 portant organisation des Services du Premier Ministre ;

Vu le décret N°93-013/PMRT du 22 Octobre 1993 modifiant le décret 92-013/PMRT du 23 Janvier 1992 portant organisation des Services du Premier Ministre ;

Vu l'accord du crédit N°2620-TO entre la Banque Mondiale et le TOGO et les conditions de sa mise en valeur ;

DECRETE :

Article premier : - Il est créé auprès du Ministre de l'Equipelement un Secrétariat Technique du Comité de Coordination (STCC) et un Comité d'Etude de la Réforme Urbaine (CERU) tous les deux organes d'exécution du CCGU.

1. - Le Secrétariat Technique du Comité de Coordination.

Chapitre I

Attributions et organisation du STCC

Section I : Attributions

Art. 2 : - Le Secrétariat Technique du Comité de Coordination STCC a pour objet de :

- Coordonner et superviser les études d'identification et de faisabilité.

- Tenir le Secrétariat du Comité de Coordination de la Gestion Urbaine.

- Exécuter les tâches courantes de suivi de l'exécution du projet pour le compte du CCGU.

- Etablir des rapports trimestriels d'avancement et ceux du CERU, faire établir les rapports trimestriels de l'état d'avancement des travaux d'exécution des agences, (AGETUR-TOGO, ONG chargé de la formation à la gestion de l'environnement) et des audits comptable et financier.

- Elaborer les projets de calendrier d'études dont il a la charge et celles des deux groupes de travail du Comité d'études de la réforme urbaine.

- Engager, aux fins de fournir les éléments de décision au CCGU, des études rendues nécessaires par le projet.

- Transmettre au CCGU les projets de programme, les rapports d'activités, de suivi et d'audit.

- Passer les contrats de prestation de service avec les bureaux d'études et les experts-consultants.

- Tenir le Secrétariat, animer et coordonner les groupes de travail du Comité d'Etude de la Réforme Urbaine.

- Centraliser toutes les informations d'ordre technique, économique, sociale, financier et juridique relatives à l'organisation et à la gestion urbaine.

- Donner instruction à l'Agence d'Exécution des Travaux Urbain du TOGO d'engager le processus d'exécution des opérations arrêtées par le CCGU.

Section 2 : Organisation

Art. 3 : Le STCC comprend :

- Un Secrétaire général
- Un Secrétariat
- Des chargés de mission.

Art. 4 : Le Secrétaire général est chargé de la direction STCC. Il nommé par le président du CCGU et mis à la disposition du projet après avoir été détaché de son service ou administration d'origine. Il doit réunir les compétences requises en matière de gestion urbaine et spécialité dans la planification et dans l'économie urbaine.

Le CCGU peut mettre fin à ses fonctions, le cas échéant la révocation est matérialisée par un acte écrit signé du Président du CCGU.

Art. 5 : Le Secrétariat général du STCC a sous ses ordres :

1/ Le personnel du Secrétariat,

2/ Les chargés de mission techniquement spécialisés dans les domaines suivants :

- Planification urbaine (Ingénieur) pour superviser les dossiers techniques du projet.

- Economie urbaine chargé des aspects socio-économiques du projet.

- Administration publique (administrateur civil) pour les questions institutionnelles réglementaires, fiscales et financières.

- Formation professionnelle et organisation communautaire.

Ils sont choisis dans l'administration centrale ou recrutés par le Secrétaire général sur des critères d'expériences et de compétence.

Chapitre 2

Fonctionnement du STCC

Art. 6 : Le Secrétaire général est responsable de la mise en oeuvre des attributions confiées au STCC.

A cet effet, il décide des besoins d'assistance technique du STCC signe les contrats correspondant de prestation de service des bureaux d'études et des experts-consultants.

Le Secrétariat général (ou à son absence, le président du CCGU) contresigne les chèques et virements signés par le Comptable.

Art. 7 : Les ressources du STCC proviennent du projet. Les frais d'équipement de fonctionnement et d'étude sont financés au moyen d'un compte spécial alimenté par le projet et ouvert dans une banque commerciale de la place.

Art. 8 : La Comptabilité du STCC est tenue par un comptable détaché par le Ministère de l'Economie et des finances ou recruté à cet effet.

Le STCC a l'obligation de tenir une comptabilité régulière de ses engagements et dépenses et d'en faire ressortir mensuellement les résultats.

La gestion comptable respectera les dispositions du plan comptable conçu pour ses activités qui doit être conforme au plan comptable en vigueur au Togo.

L'exercice budgétaire du STCC commence le 1er Janvier et se termine le 31 Décembre. Le premier exercice débute à la date de mise en vigueur de l'accord de crédit.

Art. 9 : La gestion administrative, financière et technique reste conforme au manuel de procédure de l'AGETUR-TOGO.

II Le Comité de la réforme urbaine (CERU)

Chapitre 1 : Attributions et organisation

Section 1 : Attributions

Art. 10 : - Les études de la réforme urbaine visent les domaines suivants :

- Le domaine institutionnel qui concerne (i) la rédéfinition des missions et responsabilités des institutions, (ii) la réorganisation qui doit en résulter, en particulier par le renforcement de la décentralisation au profit du pouvoir communal, (iii) la mise en place d'un dispositif juridique approprié et (iv) l'organisation des moyens de réaliser et entretenir les infrastructures urbaines.

- Le domaine financier qui concerne (i) la mise à jour des comptes de la ville de Lomé, (ii) l'élaboration d'un nouveau système comptable et budgétaire communal, (iii) la mise en place des moyens de l'imposition locale-identification des assujettis, assiette et taux, recouvrement et pénalités.

Art. 11 : Pour exécuter la réalisation des études visées dans l'article 10, le comité de la réforme urbaine est chargé de :

- L'inventaire de la situation existante et, à cet effet, de réunir toute la documentation existante relative notamment (i) aux rapports d'étude préliminaires établis pour la préparation du projet, (ii) au dispositif institutionnel et juridique, (iii) au recensement des moyens humains et matériels, (iv) les causes de celles-ci.

- L'établissement du diagnostic de la situation en analysant (i) les difficultés et la nature (ii) les causes de celles-ci

- L'identification et justification des solutions à supporter, cette étape décrivant les orientations générales devant permettre d'établir les termes des références les études des faisabilité à entreprendre.

- L'élaboration des rapports de faisabilité et les validations finales.

Section 2 : Organisation

Art. 12 : Le Comité d'étude de la réforme urbaine composé de deux groupes chargés respectivement de la réforme institutionnelle et de la réforme du financement urbain.

Chaque groupe de travail est constitué par :

- le Maire de la ville de Lomé ou son représentant dûment habilité,
- des fonctionnaires de l'administration centrale et
- des représentants qualifiés du Secteur privé et reconnus compétents par le Président du CCGU.

Art. 13 : Les membres de chaque groupe de travail son spécialistes dans les domaines suivants :

a) Pour le groupe de travail chargé de la Réforme institutionnelle :

- organisation administrative (administrateur civil, option droit),

PRESIDENT

- gestion communale et décentralisation (administrateur civil),

- droit public et concessions de service public (juriste),

- travaux publics et équipements urbains (ingénieur);

- personnalités représentant secteur privé.

b) Pour le groupe de travail chargé de la réforme du financement urbain :

- finances publiques (administrateur civil, option finances) **PRESIDENT**

- fiscalité (inspecteur des Impôts ou inspecteur du trésor),

- comptabilité publique (inspecteur de trésor) et

- économie et gestion et personnalité représentant le secteur privé.

Chapitre 2 : Fonctionnement

Art. 14 : Le Secrétaire Général du STCC, assisté des chargés de missions, assure la coordination des études du CERU. Les frais de Secrétariat et d'assistance technique sont financés par le budget du STCC.

Le programme détaillé des études de CERU et le calendrier d'exécution sont arrêtés conjointement par le Secrétariat Général du STCC et les Présidents des groupes de travail.

Les études de faisabilité complémentaires sont engagées par le STCC sur la base des termes de référence élaborés conjointement par les Présidents des groupes de travail et le Secrétaire Général du STCC ou approuvés par le CCGU.

Le CERU et le STCC élaborent conjointement les projets de mesures de toute nature destinés à mettre en oeuvre la réforme de la gestion urbaine. Les projets de mesures sont soumis pour adoption au CCGU ou selon le cas du Gouvernement.

Art. 15 : Le Ministre de l'Équipement, le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, le Ministre du Plan de l'Aménagement du Territoire, le Ministre des Mines, de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques, le Ministre de l'Économie et des Finances et le Ministre du Commerce, des Prix et des Transports sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 23 Décembre 1994

Edem KODJO.

DECRET N° 94-121/PMRT du 30 Décembre 1994
portant nomination d'un notaire

LE PREMIER MINISTRE,

Sur la proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992 ;

Vu l'ordonnance N°78-35 du 07 Septembre 1978 portant organisation judiciaire, modifiée par la Loi N°81-03 du 30 Mars 1981

Vu le décret N°60-29 du 13 Février 1960 relatif au statut des notaires au Togo, modifié par le décret N°63-48 du 2 Mai 1963 ;

Vu le décret N°94-072/PMRT du 14 Septembre 1994 portant création des deux nouveaux offices de notaires ;

Vu la requête en date du 26 Août 1993 de l'intéressé, ensemble avec les pièces réglementaires produites ;

DECRETE :

Article premier : - M. TCHASSONA Traoré Mouhamed, né en 1960 à Sokodé (Préfecture de Tchadoudjo) est nommé Notaire et Titulaire du vingt-cinquième office de Notaire à Lomé.

Art. 2 : Avant d'entrer en fonction, M. TCHASSONA Traoré Mouhamed devra justifier du versement du cautionnement de Cent Mille (100.000) F CFA prévu par les articles 49 et 50 du décret N°60-29 du 13 Février 1960 susvisé. Il devra en outre déposer sa signature et son paraphe au Greffe de la Cour d'Appel de Lomé et prêter serment devant cette Cour.

Art. 3 : Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 30 Décembre 1994

Le Premier Ministre
Edem KODJO

DECRET N°94-122/PMRT du 30 Décembre 1994
portant nomination d'un Notaire

Le Premier Ministre,

Sur la proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992 ;

Vu l'Ordonnance N°78-35 du 07 Septembre 1978 portant organisation judiciaire, modifiée par la Loi N°81-03 du 30 Mars 1981 ;

Vu le décret N°60-29 du 13 Février 1960 relatif au statut des Notaires au Togo, modifié par le décret N°63-48 du 2 Mai 1963 ;

Vu le décret N°94-072/PMRT du 14 Septembre 1994 portant création des deux nouveaux offices de Notaire ;

Vu la requête de l'intéressé en date du 8 Avril 1992, ensemble avec les pièces réglementaires produites ;

DECRETE :

Article premier : - M. KOKOU Komlan, né en 1961 à Adakou (Préfecture des Lacs) est nommé Notaire et Titulaire du vingt-sixième Office à Lomé.

Art. 2 : Avant d'entrer en fonction, M. KOKOU Komlan devra justifier du versement du cautionnement de Cent Mille (100.000) F CFA prévu les article 49 et 50 du décret N°60-29 du 13 Février 1960 susvisé. Il devra en outre déposer sa signature et son paraphe au Greffe de la Cour d'appel de Lomé et prêter serment devant cette Cour.

Art. 3 : - Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 30 Décembre 1994

Le Premier Ministre
Edem KODJO

IMPRIMERIE DE LA CITE
Lomé-Togo

Dépôt légal : n°36